

PRODUCTION GAZIÈRE EN ALGÉRIE

Cap sur 200 milliards de m³ d'ici 2028

L'Algérie poursuit avec détermination sa stratégie de relance énergétique, en plaçant le gaz naturel au cœur de ses priorités. À travers l'AlgeriaBid Round 2024, le pays confirme sa volonté d'accroître significativement sa production pour atteindre un volume ambitieux de 200 milliards de mètres cubes par an à l'horizon 2028, contre environ 140 milliards actuellement. Cette démarche s'inscrit dans un contexte de transition énergétique mondiale, où le gaz est perçu comme un vecteur-clé vers un avenir plus durable. P 3



**SAISON ESTIVALE 2025
Un plan d'action pour
accueillir les estivants
dans les meilleures
conditions**

Les pouvoirs publics veillent à garantir toutes les conditions de confort, de sécurité et de bien-être pour les citoyennes et citoyens en général, et les estivants en particulier, durant la saison estivale, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

P 5

**CLASSEMENT
"THE IMPACT 2025"**

**Les universités
algériennes en
tête au Maghreb
et en Afrique du
Nord**

Les universités algériennes occupent la première place au Maghreb dans le classement mondial THE Impact pour l'année 2025, réalisant ainsi un bond qualitatif dans le domaine de l'enseignement supérieur. Selon une publication du ministre de l'Enseignement supérieur, Kamel Baddari, 53 universités algériennes figurent dans le classement mondial THE Impact, établi par l'organisation Times Higher Education, un chiffre inédit aussi bien à l'échelle maghrébine que nord-africaine.

P 4

**À 64,47 DOLLARS LE BARIL
Le brut algérien
grimpe à la 2^e place
des pétroles arabes**

Dans un marché pétrolier marqué par une baisse généralisée des prix, le brut algérien, connu sous le nom de Saharan Blend, s'est distingué en mai 2025 en se hissant à la deuxième place des pétroles arabes les plus chers. Avec un prix de 64,47 dollars le baril, il devance pour la première fois les bruts koweïtien et émirati, habituellement mieux valorisés sur les marchés internationaux.

P 3

FORUM ALGÉRO-CORÉEN
SUR LA CYBERSÉCURITÉ

**Une coopération
au service de la souveraineté
numérique** P 2

FORMATION
PROFESSIONNELLE/NUMÉRIQUE

**Vers l'intégration
de 40 nouvelles spécialités
dès la rentrée prochaine** P 4

CAMPAGNE MOISSONS-BATTAGE
À SKIKDA

**Une production attendue
de plus de 500.000 quintaux
de céréales** P 5

RÉUNION DU GOUVERNEMENT
Plusieurs dossiers examinés

Par R E.

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé hier une réunion du gouvernement consacrée à l'examen d'un avant-projet de loi modifiant et complétant la loi n° 05-01 du 6 février 2005 relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à adapter en permanence le cadre législatif national aux engagements internationaux de l'Algérie, notamment aux recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), et à renforcer les mécanismes juridiques de lutte contre ces crimes tout en s'adaptant à leurs évolutions.

Le gouvernement a également examiné un avant-projet de loi modifiant et complétant la loi n° 18-07 du 10 juin 2018 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel. L'objectif est de renforcer les garanties de protection des droits et libertés des individus, et d'harmoniser le dispositif juridique national avec les normes internationales en la matière, en vue de consolider la coopération internationale dans la prévention et la lutte contre les différentes formes de criminalité organisée.

Par ailleurs, le gouvernement a poursuivi l'étude du cadre réglementaire définissant les conditions et modalités d'octroi de la concession convertible en cession pour les terrains appartenant au domaine privé de l'État destinés à la réalisation de projets de promotion immobilière à caractère commercial.

Ensuite, le gouvernement a écouté une présentation sur les résultats préliminaires du recensement de la production nationale, dont l'objectif est de fournir des données économiques fiables et actualisées permettant d'orienter les politiques publiques commerciales et industrielles selon une vision stratégique garantissant la régulation du marché national, le contrôle des importations et la promotion des exportations.

Enfin, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des orientations du Président de la République émises à l'occasion des Assises nationales du cinéma des 19 et 20 janvier 2025, le gouvernement a pris connaissance d'une communication relative au programme de réhabilitation des salles de cinéma, à leur remise en exploitation, ainsi qu'au soutien à l'investissement privé dans ce secteur.

FORUM ALGÉRO-CORÉEN SUR LA CYBERSÉCURITÉ

Une coopération au service de la souveraineté numérique

Le Ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a procédé hier à l'ouverture officielle du deuxième Forum algéro-coréen sur la cybersécurité, à Alger. Organisé par le ministère en coordination avec l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), cet événement stratégique se tient dans un contexte marqué par l'accélération de la transition numérique en Algérie et la montée des enjeux liés à la sécurité du cyberspace.

Par Sirine R

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de Mme Meriem Benmouloud, Ministre et Haut-Commissaire au Numérique, de S.E. M. Yoo Ki-joon, Ambassadeur de la République de Corée en Algérie, ainsi que de représentants de plusieurs institutions, entreprises publiques et organismes spécialisés dans les TIC et la cybersécurité.

Dans son allocution, le ministre Zerrouki a souligné que l'Algérie s'est engagée sur la voie d'un ambitieux programme de transformation numérique, qui se manifeste par l'extension de l'infrastructure en fibre optique à haut débit, la réduction de la fracture numérique et les préparatifs pour le lancement de la 5G.

Cette transition s'accompagne d'une prise de conscience accrue des risques cybernétiques, d'où l'importance d'une stratégie nationale proactive et souveraine en matière de cybersécurité.

Le ministre a rappelé que cette vision est directement inspirée de la politique du

Président de la République, en citant son discours prononcé lors du Colloque national sur la cybersécurité le 7 juin 2023 :

« L'identification des menaces cybernétiques, la mise en place de mécanismes efficaces de surveillance et de contrôle, ainsi que la préparation stratégique aux situations de crise constituent aujourd'hui l'un des principaux prérequis pour assurer une protection complète et continue des infrastructures vitales, dans le cadre d'un système global de sécurité nationale. »

Le forum s'inscrit dans le cadre d'un partenariat renforcé entre l'Algérie et la République de Corée, pays reconnu mondialement pour son avance technologique et son expertise dans les domaines des télécommunications et de la cybersécurité.

M. Zerrouki a salué cette collaboration, soulignant la volonté partagée des deux pays de développer un cadre de coopération basé sur le transfert de savoir-faire, l'innovation, et le renforcement des capacités opérationnelles.

Le soutien de la KOICA a été déterminant dans l'organisation de cet événement, qui se veut un espace d'échange stratégique sur les défis technologiques contemporains et les meilleures pratiques en matière de protection des systèmes d'information.

Les travaux du forum, prévus sur deux journées, donnent lieu à une série de présentations techniques, d'ateliers spécialisés et de panels de discussion animés par des experts algériens et sud-coréens.

Parmi les thématiques abordées figurent : « La protection des infrastructures critiques ; les réponses aux cyberattaques sophistiquées ; la cybersécurité dans le cloud ; la formation et le renforcement des compétences et l'élaboration de politiques publiques adaptées à l'ère numérique ».

Ces échanges visent à renforcer la résilience nationale face aux menaces numériques croissantes et à accompagner l'Algérie dans l'édification d'un écosystème numérique sûr, inclusif et durable.

ALGÉRIE/JORDANIE

Inauguration d'une usine de production de médicaments injectables de «Hikma Pharma Algérie»

Par R.E.

Une nouvelle usine de production de médicaments injectables relevant de la société "Hikma Pharma Algérie" (filiale de la société jordanienne Hikma Pharma), en collaboration avec "Hikma Pharma Portugal", a été inaugurée, mardi dans la commune de Staoueli (Ouest d'Alger), pour la fabrication d'ampoules liquides et de flacons contenant de la poudre lyophilisée pour préparations injectables.

La cérémonie d'inauguration a été supervisée par le Secrétaire général par intérim du ministère de l'Industrie pharmaceutique, Khaled Dahane, et le Secrétaire général du ministère de la Santé, Mohamed Talhi, en présence du président de la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale au Conseil de la nation, du Directeur général (DG) de l'Agence nationale du médicament, des responsables des organisations de phar-

maciens et du wali délégué de la circonscription administrative de Zéralda.

Etaient présents du côté jordanien, le ministre de la Santé, Firas Ibrahim Al-Hawari, l'ambassadeur de Jordanie en Algérie, Shaker Attallah Al-Amoush, ainsi que l'ambassadeur du Portugal en Algérie, Joao Miguel Abrantes Neves da Costa, et le vice-président de "Hikma Pharma" et président de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) au sein de l'entreprise, Mazen Darwazah.

La nouvelle usine comprend deux lignes de production modernes d'une capacité annuelle allant jusqu'à 10 millions d'ampoules, selon les explications du DG de "Hikma Pharma Algérie", Abdelkrim Kabèche.

Cette usine, premier projet du genre pour l'entreprise dans la région MENA, et dont le coût de réalisation s'élève à 30 millions USD, vise à renforcer la sécurité sanitaire nationale et à garantir la disponibilité des médicaments, précise le responsable.

L'usine fournira une

gamme de médicaments comprenant des antibiotiques, des médicaments d'anesthésie et de réanimation, des médicaments pour le traitement des maladies gastro-intestinales et cardiaques, ce qui contribuera à réduire la facture d'importation de médicaments, d'autant plus que l'entreprise détient une part de 6,5% du marché national des médicaments, ajoute le même responsable.

L'entreprise aspire, selon lui, à exporter ses produits vers les marchés d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique, dans le cadre d'un partenariat avec "Hikma Pharma Portugal" concernant le transfert de technologie et la formation des compétences.

De son côté, le vice-président de "Hikma Pharma", Mazen Darwazah, a salué les efforts de l'Algérie pour atteindre l'autosuffisance dans le domaine pharmaceutique, estimant que l'ouverture de l'usine était une preuve de réussite de l'entreprise en Algérie en 31 ans de présence.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRODUCTION GAZIÈRE EN ALGÉRIE

Cap sur 200 milliards de m³ d'ici 2028

L'Algérie poursuit avec détermination sa stratégie de relance énergétique, en plaçant le gaz naturel au cœur de ses priorités. À travers l'AlgeriaBid Round 2024, le pays confirme sa volonté d'accroître significativement sa production pour atteindre un volume ambitieux de 200 milliards de mètres cubes par an à l'horizon 2028, contre environ 140 milliards actuellement. Cette démarche s'inscrit dans un contexte de transition énergétique mondiale, où le gaz est perçu comme un vecteur-clé vers un avenir plus durable.

Par Mourad A.

Organisé par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (AL-NAFT), ce dernier appel d'offres a permis l'attribution de cinq blocs d'exploration sur les six proposés, avec sept offres déposées. Un taux de satisfaction élevé selon Mourad Beledjhem, président de l'agence : « Obtenir cinq permis sur six, c'est un résultat très encourageant. Cela reflète un regain d'intérêt pour le domaine minier algérien, notamment pour les actifs gaziers ». Fait notable, les cinq blocs attribués sont tous des sites à fort potentiel gazier. Les premières estimations évoquent une production possible de 20 milliards de mètres cubes par an sur un plateau de trois à cinq ans. Ce chiffre alimente les espoirs de concrétisation de l'objectif fixé pour 2028, accompagné d'un autre objectif majeur : doubler les exportations, passant de 50 à 100 milliards de m³. « Les perspectives sont prometteuses. Les entreprises sélectionnées ont proposé de remettre un plan de développement

dans un délai de 3 à 4 ans. Une fois approuvé, le travail sur le terrain commencera », a précisé M. Beledjhem sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. Seule ombre au tableau : le bloc de Grand Zaid, pour lequel aucune offre n'a été reçue, malgré l'intérêt initial de 27 compagnies. Une situation qui pousse les autorités à revoir les paramètres économiques de l'offre, jugés trop peu attractifs. Deux scénarios sont désormais à l'étude : le réintégrer dans le bid round 2025 ou l'ouvrir à des négociations directes. « Il ne s'agit pas d'un bloc en sommeil. Il est déjà en production par Sonatrach. Nous avons simplement proposé une nouvelle phase d'exploration et de récupération dans ce périmètre. Nous allons analyser les raisons du désintérêt et ajuster notre approche », a expliqué le président d'ALNAFT. Le discours de M. Beledjhem ne laisse aucune place au doute : le partenariat international est devenu une obligation stratégique. Qu'il s'agisse de partage des risques, de financement ou de transfert de technologie, l'implication de compa-

gnies étrangères est aujourd'hui perçue comme le seul moyen de relever les défis d'une exploration plus poussée et plus efficace. « Autrefois, le partenariat était un choix. Aujourd'hui, c'est une nécessité. Notre entreprise nationale n'a pas des ressources illimitées. Grâce aux contrats de partage de production, Sonatrach peut multiplier ses forages tout en réduisant sa part de risque. C'est un levier essentiel pour intensifier l'exploration », a-t-il insisté.

L'offshore à l'horizon 2026

Dans une volonté de donner plus de visibilité aux investisseurs, ALNAFT s'est engagée à lancer un appel d'offres chaque année sur une période de cinq ans. Le bid round 2025 est déjà en cours de préparation avec 11 périmètres déjà prêts, dont 6 devraient être sélectionnés. Le lancement est prévu pour le quatrième trimestre 2025. Cette démarche vise aussi à intégrer les retours d'expérience du round 2024, notamment les retards ou lacunes identifiées, afin d'optimiser les futures campagnes.

Au-delà de l'onshore, l'Algérie jette les bases d'un développement offshore. Des travaux de prospection ont été relancés avec ENI et TotalEnergies sur la côte de Béjaïa. Les résultats sont attendus en août 2025. Une étude de MetchLine menée avec SLB a par ailleurs permis une amélioration significative de l'imagerie sismique, ouvrant la voie à de nouveaux espoirs. Un appel d'offres offshore pourrait être lancé dès fin 2026. « Les résultats préliminaires sont très encourageants. Nous avons aussi entamé une collaboration avec Chevron. Si tout se confirme, nous aurons des blocs offshore à proposer au bid round de 2026 », a affirmé M. Beledjhem. Enfin, le président d'ALNAFT insiste sur les avantages comparatifs de l'Algérie : stabilité géologique, potentiel sous-exploité, proximité avec les marchés européens, et surtout une loi sur les hydrocarbures jugée très attractive par les grandes compagnies. « Nous avons les "good rocks", la bonne roche. La géologie algérienne est prouvée, et nous avons désormais un cadre légal souple et compétitif », a-t-il résumé.

À 64,47 DOLLARS LE BARIL

Le brut algérien grimpe à la 2^e place des pétroles arabes

Par M. A.

Dans un marché pétrolier marqué par une baisse généralisée des prix, le brut algérien, connu sous le nom de Saharan Blend, s'est distingué en mai 2025 en se hissant à la deuxième place des pétroles arabes les plus chers. Avec un prix de 64,47 dollars le baril, il devance pour la première fois les bruts koweïtien et émirati, habituellement mieux valorisés sur les marchés internationaux. Selon la plateforme spécialisée « At-taq.net », ce repositionnement inat-

tendu du brut algérien intervient dans un contexte de repli généralisé des prix du pétrole. Le panier de l'OPEP a enregistré une baisse de 7,8 % par rapport au mois d'avril, tombant à 63,62 dollars, tandis que le Brent a reculé à 64,01 dollars, en baisse de 2,45 dollars, et le WTI à 60,94 dollars, en recul de 2,02 dollars. Le rapport mensuel de l'OPEP confirme que le Saharan Blend, aux côtés du brut Es Sider libyen, a connu la plus faible baisse mensuelle parmi les bruts arabes, avec une perte de seulement 3,48 dollars. À titre de comparaison, le brut koweïtien a chuté

de 6,34 dollars, et le brut léger saoudien de 5,92 dollars. Ce comportement plus stable du brut algérien lui permet de se positionner juste derrière l'Arabian Light saoudien, qui reste en tête avec un prix de 65 dollars le baril. Il devance désormais plusieurs autres bruts arabes, dont le brut koweïtien coté à 63,94 dollars, le Murban émirati à 63,63 dollars, le EsSider libyen à 63,52 dollars, ainsi que le Bassorah moyen irakien dont le prix a atteint 63,23 dollars. Cette remontée du Sahara Blend dans le classement intervient toutefois dans un contexte de fort re-

cul annuel. Sur les cinq premiers mois de 2025, le brut algérien a perdu 13,20 dollars par rapport à la même période en 2024, enregistrant un prix moyen de 72,28 dollars, contre plus de 85 dollars un an plus tôt. Ce paradoxe entre baisse tendancielle et performance mensuelle illustre une certaine résilience du brut algérien. Si la demande mondiale ralentit et que les cours s'ajustent à la baisse, la qualité du Sahara Blend, sa stabilité logistique et son positionnement géographique peuvent jouer en sa faveur sur les marchés régionaux, voire internationaux.

La remontée du Sahara Blend dans la hiérarchie des bruts arabes pourrait constituer une opportunité stratégique pour l'Algérie, dans un moment où le pays cherche à relancer ses exportations et à maximiser ses recettes pétrolières dans un environnement concurrentiel. Ce changement de dynamique intervient alors que le brut algérien reste compétitif, tout en bénéficiant d'une meilleure résistance aux fluctuations mensuelles. Un argument de poids à intégrer dans la politique de commercialisation de Sonatrach et dans les négociations futures avec les clients.

FORUM AFRICAIN DE L'ÉNERGIE

L'expérience algérienne en matière d'énergie durable mise en avant

Par R. E.

L'Algérie a mis en avant son expérience en matière d'énergie durable et ses opportunités d'investissement, à l'occasion de la 27^e édition du Forum africain de l'énergie, qui se tient à Cape Town, en Afrique du Sud. Le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargé des Énergies renouvelables, Noureddine Yassaâ, a représenté le pays lors de cet important rendez-vous continental, selon un communiqué du ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables. Intervenant lors d'une table ronde à huis clos consacrée à la thématique « Accélérer la mise en œuvre des projets : synergie entre les secteurs public et privé », M. Yassaâ a présenté les grandes lignes de la stratégie énergétique durable de l'Algérie. Il a également exposé les perspectives d'investis-

sement ouvertes aux partenaires étrangers, notamment dans les domaines des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert, de l'élargissement de l'accès à l'électricité et de la transition énergétique. Cette rencontre de haut niveau s'est tenue en présence de la Commissaire de l'Union africaine à l'infrastructure et à l'énergie, de plusieurs ministres africains, ainsi que de représentants d'institutions financières internationales telles que la Banque africaine de développement (BAD), la Société financière internationale (SFI) et la Banque mondiale (BM), sans oublier les grandes entreprises du secteur énergétique à l'échelle africaine et mondiale. Les discussions ont porté sur les moyens concrets de renforcer la coopération entre les gouvernements et les acteurs du secteur privé pour accélérer le développement, le financement et la mise en œuvre de projets énergétiques

structurants, au service du développement durable, de l'intégration régionale et de la sécurité énergétique du continent. À cette occasion, M. Yassaâ a réaffirmé la volonté de l'Algérie de jouer un rôle actif dans la dynamique de partenariat public-privé en Afrique. Il a souligné l'importance de mobiliser des outils de financement innovants et de renforcer l'échange d'expertises et la formation dans le domaine des énergies renouvelables. En marge du forum, le secrétaire d'État a eu un entretien bilatéral avec le ministre sud-africain de l'Électricité et de l'Énergie, Kgosietsi Ramokgopa. Les deux responsables ont évoqué les possibilités de coopération entre Alger et Pretoria, en particulier le lancement de projets conjoints à forte valeur ajoutée et la création de passerelles techniques et scientifiques entre les deux pays. L'Algérie a par ailleurs annoncé officielle-

ment sa volonté d'adhérer à l'Alliance africaine pour l'hydrogène vert, présidée par l'Afrique du Sud. Cette initiative vise à fédérer les efforts des pays africains autour du développement de l'hydrogène vert, levier de décarbonation, de souveraineté énergétique et de croissance durable à l'échelle continentale. Cette démarche reflète l'ambition de l'Algérie d'occuper une place centrale dans la transition énergétique en Afrique et de renforcer sa présence dans les filières d'avenir. M. Yassaâ a également pris part à la cérémonie d'ouverture officielle du forum, mardi matin, à la tête d'une délégation composée de hauts cadres du ministère de l'Énergie et du groupe Sonatrach. L'événement réunit plusieurs ministres africains, des représentants d'organisations internationales et des dirigeants du secteur énergétique mondial.

COOPÉRATION
ALGÉRO-
BRITANNIQUE

Des progrès
significatifs
enregistrés dans
plusieurs secteurs

L'ambassadeur du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Algérie, M. James Robert Stephen Downer, a affirmé, mardi, que les deux pays ont enregistré des progrès significatifs en matière de coopération bilatérale dans plusieurs secteurs importants. Dans une déclaration à l'issue d'une audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Downer a affirmé que "les deux pays enregistrent des progrès significatifs dans plusieurs secteurs importants, à savoir la Justice, la Défense, l'Education et le Commerce". Il a indiqué avoir évoqué avec le président de la République les questions régionales et internationales, se disant très satisfait "de constater que nous partageons les mêmes approches et les mêmes préoccupations, ce qui est extrêmement important", a-t-il ajouté. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

CLASSEMENT “THE IMPACT 2025”

Les universités algériennes en tête au Maghreb et en Afrique du Nord

Les universités algériennes occupent la première place au Maghreb dans le classement mondial "THE Impact" pour l'année 2025, réalisant ainsi un bond qualitatif dans le domaine de l'enseignement supérieur. Selon une publication du ministre de l'Enseignement supérieur, Kamel Baddari, 53 universités algériennes figurent dans le classement mondial "THE Impact", établi par l'organisation Times Higher Education, un chiffre inédit aussi bien à l'échelle maghrébine que nord-africaine. « Félicitations aux établissements universitaires algériens (les universités d'El Oued, Khenchela, Oum El Bouaghi et M'sila) suite à

la publication des résultats du classement THE Impact, édition 2025. Pour la première fois, 53 universités algériennes y sont classées, un record inédit au Maghreb et en Afrique du Nord », a écrit le ministre dans un post publié sur son compte Facebook. D'après les résultats annoncés, l'Université d'El Oued arrive en tête au niveau national et figure parmi les 500 meilleures universités au monde. Les universités de Khenchela et d'Oum El Bouaghi partagent la deuxième place au niveau national, suivies de l'Université de M'sila, classée troisième. Le classement THE Impact est l'un des classements internationaux les plus prestigieux, axé

sur l'évaluation de l'impact social et économique des universités. Il mesure la contribution des établissements d'enseignement supérieur à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) définis par les Nations unies. Selon la même source, ce classement repose sur une série de critères rigoureux, notamment : la qualité de l'enseignement et de la recherche ; l'efficacité des partenariats locaux et internationaux ; les initiatives environnementales et sociales ; ainsi que la contribution à la lutte contre des défis mondiaux tels que la pauvreté, le changement climatique et l'égalité.

FORMATION PROFESSIONNELLE/NUMÉRIQUE

Vers l'intégration de 40 nouvelles spécialités dès la rentrée prochaine

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, M. Yacine El Mahdi Oualid, a annoncé mardi à Alger que les préparatifs sont en cours pour l'introduction progressive de 40 nouvelles spécialités dans le domaine du numérique, à partir de la prochaine rentrée (session de septembre prochain). Lors d'une rencontre sur le thème "Les nouveaux métiers dans le domaine de la technologie de l'information", le ministre a affirmé que "les préparatifs sont en cours pour l'introduction progressive de 40 nouvelles spécialités

dans le domaine du numérique, dans plusieurs instituts et centres d'excellence de formation professionnelle, à partir de la prochaine session en septembre". Cette mesure s'inscrit dans le cadre "des efforts déployés par le secteur pour diversifier et moderniser les offres de formation et les adapter aux besoins de l'économie nationale à travers une main-d'œuvre qualifiée, et pour renforcer l'insertion professionnelle des diplômés de la formation professionnelle", a ajouté M. Oualid. Le ministre a souligné que le secteur accorde "une grande importance à l'amélioration des chances d'accès au marché du travail pour les diplômés du secteur", notamment en veillant à "l'intégration des spécialités recherchées". En marge de

cette rencontre, une convention-cadre de coopération a été signée entre le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et la Société nationale d'assurance (SAA), visant à mettre en place des mécanismes de coopération dans le domaine de la formation, notamment la formation par l'apprentissage et la formation continue". Deux conventions ont également été signées entre la Direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya d'Alger et l'entreprise Mobilis, ainsi que la société de formation à distance "Beeform Academy" afin de renforcer la coopération dans le domaine de la formation professionnelle.

TRANSPORT URBAIN À ALGER

L'ETUSA lance samedi prochain un programme spécial pour la saison estivale

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) lancera, samedi prochain, un programme spécial à l'occasion de la saison estivale, visant à faciliter les déplacements des citoyens de la capitale et de sa périphérie, a indiqué mardi l'entreprise dans un communiqué. Ce programme comprend les desserts habituels du réseau de transport public, prolongés jusqu'à 1h du matin, les desserts du Plan Bleu (vers les plages), ainsi que des desserts nocturnes à destination des Sablettes et de la place Kittani, précise la même source. Ainsi, le service de transport public habituel sera assuré de 6h à 1h, avec un total de 185 lignes exploitées en journée et 23 lignes en soirée. Concernant les desserts vers les plages, dans le cadre de l'initiative Plan Bleu, l'Etusa mettra en service 13 lignes spéciales, actives de 8h à 20h, au tarif unique de 100 DA (aller-retour).

TRAVAUX PUBLICS

Le ministre Rekhroukh reçoit les députés de la wilaya de Mascara

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a reçu, mardi, des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) de la wilaya de Mascara avec lesquels il a évoqué les préoccupations liées au secteur dans cette wilaya, indique un communiqué du ministère. Lors de la rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, les députés ont évoqué en particulier l'importance de parachever le projet de réalisation de la pénétrente reliant Mascara à l'autoroute est-ouest, afin de désenclaver la région et d'impulser la dynamique économique et sociale. Ils ont également souligné la nécessité de promouvoir certaines routes nationales à travers l'augmentation de leur capacité d'accueil, notamment la RN N 06 dans son tronçon reliant Mascara et Saïda, ainsi que la route nationale N 07 reliant Mascara et Relizane. Les députés ont souligné aussi l'importance de la maintenance du réseau des routes

nationales et chemins de wilaya dans l'amélioration de la circulation routière, outre la maintenance de certains tronçons de l'autoroute est-ouest traversant la wilaya vu l'importance stratégique de cet axe vital devant relier l'est et l'ouest. Le raccordement de la wilaya de Mascara au réseau ferroviaire national a également été évoqué dans la perspective de renforcer les moyens de transport durables, d'étendre le raccordement de la wilaya aux autres régions au service du développement local, et à alléger la pression sur le réseau routier. A cette occasion, le ministre a affirmé "avoir pris en considération toutes les préoccupations soulevées lors de cette rencontre", s'engageant "à les prendre en charge dans le cadre des moyens disponibles et en adéquation avec les orientations et objectifs visant à moderniser et à développer les infrastructures de base à travers toutes les wilayas du pays", conclut le document.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juin 2025

أسعار التجزئة: ¹ Prix du détail					
Produits	DA / Kg	دج / كـلـغ			المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	59	66	52	البطاطا
	Tomate	76	88	63	الطماطم
	Oignon sec	45	52	38	البصل الجاف
	Ail vert	184	205	163	الثوم الخضراء
	Carotte	89	100	78	الجزر
	Navet	96	107	85	لفت
	Poivron	112	127	97	الفلفل الأخضر
	Piment	139	159	118	الفلفل الحار
	Courgette	78	90	65	الكوسة
	Haricot vert	182	202	162	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	104	116	91	الخس
Fruits frais	Pomme locale	412	484	339	التفاح المحلي
	Datte	575	713	436	التمر
	Banane	429	442	415	الموز
	Melon	122	140	105	البطيخ الاصفر
	Pastèque	96	111	80	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1755	1877	1634	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	350	363	337	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	420,00	0,00	0,00	-0,53	8,10	7,14	446	187 320,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 425,00	1426,00	0,07	0,49	1,24	0,00	-	2055	2 930 430,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	-0,88	4,15	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,32	12,10	5,43	6446	14 825 800,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,47	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-3,43	2,03	-	0	0,00

SAISON ESTIVALE 2025

Un plan d'action pour accueillir les estivants dans les meilleures conditions

Les pouvoirs publics veillent à garantir toutes les conditions de confort, de sécurité et de bien-être pour les citoyennes et citoyens en général, et les estivants en particulier, durant la saison estivale, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Et en ce sens, les autorités locales à travers les wilayas du pays s'attellent à mettre en œuvre un plan d'action alliant aspects organisationnel, sécuritaire et environnemental pour accueillir les estivants dans les meilleures conditions et assurer le succès de la saison estivale 2025, indique mardi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Par Réda Hadi

Ces préparatifs, prévoyant des mesures pratiques liées aux aspects organisationnel, sécuritaire, environnemental et social, interviennent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, relatives à l'organisation de cette saison, et conformément aux recommandations de la Commission nationale de préparation et de suivi de la saison estivale 2025, précise la même source.

Le nombre de plages autorisées à la baignade en ce début de saison s'élève à 461, réparties sur 119 communes côtières, dont 13 nouvelles plages, avec une baisse notable du nombre de plages polluées.

Parallèlement, 248 opérations d'aménagement et de réhabilitation des plages ont été enregistrées, ainsi que 321 opérations d'amélioration urbaine. De plus, 1 630 structures d'hébergement ont été recensées, avec une capacité d'accueil de 218 447 lits.

Aussi, parmi les principales mesures prises dans ce sens, la tenue de réunions de coordination au niveau local pour évaluer l'état d'avancement des préparatifs de la saison estivale et suivre la mise en œuvre des mesures décidées; et l'installation de cellules de veille chargées de suivre au quotidien l'état des plages et la disponibilité des infrastructures et des services

Ces mesures comprennent également des sorties périodiques sur le terrain pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux d'aménagement des fronts de mer, notamment pour ce qui est du pavage, des trottoirs, de l'éclairage public et de l'aménagement des espaces réservés à l'installation de chaises ombragées;, ajoute le ministère, insistant sur l'impératif d'accélérer le rythme des travaux et le strict respect des normes de qualité.

Il s'agit en outre de l'organisation de campagnes de sensibilisation continues pour la prévention des risques inhérents à la saison estivale tels que les feux de forêt et les noyades dans les plans d'eau;, de l'amélioration du cadre envi-

ronnemental en veillant continuellement à la propreté des sites touristiques, en entretenant les espaces verts et en organisant périodiquement des campagnes de nettoyage des plages, et de la programmation de la réalisation d'infrastructures dédiées aux estivants, incluant des toilettes publiques et des douches, en respectant les normes sanitaires et environnementales et en ce sens, concernant la gestion et l'organisation des espaces sur le littoral, 429 administrateurs de plage ont été désignés.

Les dispositifs de sécurité nécessaires ont été mobilisés par les services de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale (GN) pour veiller à la sécurisation des plages et de tous les sites touristiques.

La protection civile mobilise 10 531 agents

Par ailleurs, la Direction générale de la protection civile a mobilisé 10 531 agents pour faire face aux différents risques liés à la saison.

Le plan prévoit aussi l'amélioration de la couverture sécuritaire au niveau des

plages, à travers l'intensification de la présence des agents de la Protection civile et la mise en place d'une surveillance permanente des infrastructures et installations

Il est également question de la lutte contre le commerce illicite et la vente à la sauvette qui dénaturent l'aspect général et entravent la circulation des citoyens et des véhicules;, de contrôle de la qualité de l'eau de mer et de la recherche de solutions radicales au problème des déversements d'eaux usées dans les plages, afin de préserver la sécurité des estivants et l'environnement marin, selon la même source.

Le plan prévoit, par ailleurs, l'ouverture et l'aménagement des piscines à travers des travaux d'entretien général, l'amélioration des conditions de propreté et la mise à disposition d'équipes de sauvetage;, le contrôle de l'état de préparation des établissements hôteliers et de la qualité des services proposés et le réaménagement et l'entretien des auberges et campings de jeunes afin d'assurer un accueil digne aux jeunes catégories.

AMENDEMENTS DANS LE PROJET DE LOI DE L'EXPLOITATION DES PLAGES

Pour une amélioration de la qualité des services

Par S R.

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a affirmé mardi à Alger que les amendements contenus dans le projet de loi fixant les règles générales de l'exploitation des plages visent à améliorer la qualité des services touristiques balnéaires pour atteindre un niveau plus professionnel.

La ministre a précisé lors d'une séance plénière à l'Assemblée Populaire Nationale (APN) consacrée à la présentation du projet de loi, que ce texte contient; de

nouveaux amendements qui visent à développer les services touristiques balnéaires pour un niveau plus professionnel, en exigeant des qualifications dans le domaine du tourisme et des loisirs à ceux qui souhaitent bénéficier de l'octroi de concession

Elle a souligné dans ce sillage que l'opération d'organisation de l'exploitation des plages doit se faire selon une approche équilibrée alliant développement touristique, préservation de l'environnement et respect du droit du citoyen à l'accès gratuit aux plages

Pour ce faire, le projet de loi propose l'obligation d'élaborer un plan d'aménagement pour chaque plage autorisée à la baignade comme outil juridique de l'organisation de l'exploitation en vertu duquel sont fixées les modalités de répartition des espaces gratuits et ceux octroyés à la concession, ainsi que les accès réservés aux personnes aux besoins spécifiques, outre les zones d'amarrage des véhicules flottants et des bateaux de plaisance, en dédiant une bande de circulation libre et ouverte au profit des estivants, le long de la

plage, a indiqué Mme Meddahi.

Et afin de simplifier l'opération d'exploitation des plages par concession, la ministre a précisé qu'il sera procédé à l'annulation de la validation du contrat de concession par voie réglementaire, la signature du wali territorialement compétent étant suffisante, en exigeant que les opérateurs bénéficiaires de l'octroi de la concession soient qualifiés dans le domaine de la gestion touristique des plages

Dans le même contexte, Mme Meddahi a souligné l'engagement des autorités publiques à assurer

le succès de la saison estivale et à améliorer les services touristiques fournis aux visiteurs et aux membres de la communauté nationale à l'étranger pendant leur séjour estival dans leur pays natal.

Le débat a été ouvert, par la suite, aux membres de l'APN, dont plusieurs ont appelé à la nécessité de poursuivre le travail afin d'améliorer la qualité des services et les diversifier afin de rendre les plages plus attractives soulignant l'importance de traiter la question de l'exploitation illégale des plages.

CAMPAGNE MOISSONS-BATTAGE À SKIKDA

Une production attendue de plus de 500.000 quintaux de céréales

La campagne moissons-battage de la saison agricole 2024-2025 a été officiellement lancée, mercredi dans la wilaya de Skikda, pour une récolte prévisionnelle de plus de 500.000 quintaux de céréales avec un rendement attendu de 22 quintaux par hectare, a indiqué le directeur des services agricoles (DSA), Rabie Hamzaoui.

Le même responsable a souligné, en marge du lancement de la campagne dans une exploitation privée de la commune de Beni Ouelbane,

en présence du wali, Saïd Akhrouf, que la superficie dédiée à la filière céréalière est de l'ordre de 37.000 hectares, dont 75 % consacrés à la culture du blé dur. La production escomptée de blé dur, de blé tendre, d'orge et d'avoine " devrait dépasser celle de la saison dernière, marquée par la récolte de 420.000 quintaux, en raison de l'augmentation des superficies dédiées à cette filière, des récentes précipitations et du soutien de l'Etat aux agriculteurs ". Pour la réussite de la

campagne moissons-battage, 127 moissonneuses-batteuses appartenant au secteur privé, 28 autres machines de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) et plusieurs autres provenant des wilayas voisines, en plus de 4.280 tracteurs, des équipements de pulvérisation pour la prévention des incendies, 1.638 citernes d'eau et 1.175 camions pour le transport de la récolte, ont été mobilisés, selon le DSA.

Le wali de Skikda a inauguré, pour

l'occasion, dans la commune de Beni Ouelbane, deux dépôts de proximité pour le stockage de céréales, d'une capacité totale de 100.000 quintaux (qui s'ajouteront aux 8 dépôts existant), réalisés dans le cadre du programme national de renforcement des capacités de stockage de céréales.

Notons que des actes de concession de terres agricoles ont également été remis à des investisseurs à l'occasion du lancement de la campagne moissons-battage.

GUELMA/LUTTE CONTRE LA PROLIFÉRATION DE MOUSTIQUES
1 000 Gambusia introduits dans un plan d’eau d’Ain Makhlouf

Quelque 1.000 Gambusia, un petit poisson d’eau douce prédateur de larves de moustiques, ont été introduits, mardi, dans un bassin situé au lieu-dit Beldjoudi, dans la commune d’Ain Makhlouf (Guelma) pour une première expérience de lutte biologique contre la prolifération de moustiques et les maladies transmises par ces insectes. L’ensemencement du Gambusia de ce bassin situé à quelque 60 km au sud de Guelma a été effectué sous la supervision de responsables de la direction et de la chambre de la pêche et de l’aquaculture sous le slogan " La lutte contre les moustiques sans recours aux insecticides chimiques". Dans ce contexte, M. Fawzi Habita, directeur de la pêche et de l’aquaculture, a précisé, dans une déclaration à l’APS, qu’il "s’agit-là d’une expérience pilote qui signe le coup d’envoi d’un vaste programme d’introduction de Gambusia dans plusieurs plans d’eau de la wilaya, sachant que ce petit poisson se nourrit de larves de moustiques et s’avérera très utile à la lutte contre les maladies à transmission hydrique (MTH)". Il a également souligné que le choix du plan d’eau du village de Beldjoudi, première étape de cette opération, s’explique par "la proximité de ce lieu avec une nombreuse population qui pourra être, ainsi, protégée des risques liés aux maladies que les moustiques peuvent transmettre à l’homme, tout en testant l’efficacité de l’expérience". De nombreuses études scientifiques et expériences de terrain ont démontré " l’efficacité de ce poisson dans la lutte contre la reproduction des moustiques ", selon M. Habita qui a souligné que ce petit poisson qui mesure entre 4 et 7 cm de long, se nourrit d’œufs de moustiques et empêche leur reproduction. Il s’agit, a-t-il conclu, d’une méthode biologique "plus efficace que l’utilisation de pesticides chimiques dont les effets négatifs sur la santé humaine et l’environnement sont connus".

CHLEF

Plus de 300 projets enregistrés au guichet unique

Plus de 300 projets d’investissement ont été enregistrés au niveau des services du guichet unique de la wilaya de Chlef depuis son lancement en 2022, a révélé, mardi, le Directeur général de l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI), Omar Rekkache.

"Depuis son lancement en novembre 2022, le guichet unique de Chlef a enregistré 303 projets d’investissement, d’une valeur globale de plus de 60 milliards de DA", a indiqué M. Rekkache dans une déclaration à la presse à l’issue d’une visite de travail dans la wilaya. Ces projets permettront la création de plus de 7000 emplois directs au profit des demandeurs d’emploi de la wilaya, a-t-il ajouté, soulignant la coordination des efforts avec les autorités concernées pour augmenter ce nombre. Le DG de l’AAPI a procédé, à l’occasion, à l’inauguration d’une boulangerie industrielle moderne dans la commune de Chlef, outre l’inspection d’une unité industrielle de production de levure à Oum Droue, relevant de la société "Rahmoun"

spécialisée dans les produits de l’industrie agro-alimentaire. Sur place, M. Rekkache a souligné la " grande importance de ces projets pour l’économie nationale" ainsi que "leur rôle dans la mise en œuvre des grandes orientations de l’Etat visant à promouvoir l’investissement productif et à consacrer un développement économique régional équilibré". Concernant le projet de production de levure, dont l’entrée en exploitation est prévue pour le premier semestre 2026, le Dg de l’AAPI a affirmé qu’il s’agit d’un projet "prometteur et très important", car il permettra de couvrir "la quasi totalité de la demande nationale en la matière, sans recourir à l’importation". Il a ajouté, à ce titre, que l’Algérie importe actuellement pour près de 100 millions de dollars de levure par an, soulignant l’importance de ce projet, au même titre qu’un

autre projet similaire dont l’Agence assure l’accompagnement dans la wilaya de Djelfa. S’agissant de la boulangerie industrielle, sa capacité de production est estimée à près de 926.000 pièces de pain/Jour, tous types confondus, en plus de la création de 100 emplois directs. Quant à l’usine de levure, dont la valeur de l’investissement est estimée à six (6) milliards de DA, elle produira 10.000 tonnes/an de levure sèche et 36.000 tonnes/an de levure fraîche, avec à la clé 300 emplois directs. "Nous œuvrons à faire de la wilaya de Chlef, qui connaît une dynamique économique, un pôle d’investissement majeur", a assuré M.Rekkache, réitérant l’engagement de l’Etat à soutenir et accompagner la mise en œuvre des projets d’investissement sur le terrain.

MILA

1^{ère} promotion de diplômés du secteur de la formation professionnelle formée à l’entrepreneuriat

Une première promotion de diplômés du secteur de la formation et de l’enseignement professionnelle formation a été formée "dernièrement" à l’entrepreneuriat à Mila, a indiqué mardi Boubakar El Aouadi, directeur de l’Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) "Larbi Ben M'hidi".

Dans une déclaration à l’APS, le même responsable a précisé que 24 diplômés ayant obtenu des certificats de technicien supérieur dans plusieurs spécialités dont le traitement de l’eau, la récupération des déchets et la gestion des ressources humaines ont bénéficié de cette session de formation organisée du 25 avril au 15 mai

encadrée par le Centre de développement de l’entrepreneuriat de l’INSFP en coordination avec l’antenne locale de l’Agence nationale d’appui et de développement de l’entrepreneuriat (NESDA). Les bénéficiaires ont été initiés aux principes de base de l’entrepreneuriat, de la planification stratégique, de développe-

ment de l’entreprise, de création d’une entreprise et des stratégies de croissance et d’innovation, selon la même source. Au terme de la session, plusieurs des participants ont été sélectionnés et orientés vers les services de la NESDA pour bénéficier de financement pour la concrétisation de leurs projets d’entreprise.

BOUIRA

Plus de 1700 atteintes contre les infrastructures énergétiques recensées depuis février 2021

Plus de 1700 atteintes contre les ouvrages et réseaux énergétiques (électricité et gaz), incluant notamment des constructions illicites, ont été enregistrées depuis le mois de février 2021 jusqu’à fin mai 2025 à travers la wilaya de Bouira, rapporte mardi un communiqué de la direction de distribution de l’électricité et du gaz (Sonelgaz). La direction a fait état de 1707 agressions jusqu’à fin mai

2025 sur les ouvrages et réseaux énergétiques à Bouira, ajoutant que ces atteintes étaient liées aux constructions réalisées illicitement sur, sous ou à proximité des infrastructures électriques et gazières. "Ces constructions sont souvent réalisées sans respect des normes de sécurité, ce qui expose la vie des propriétaires non seulement à des risques, mais aussi à des sanctions judiciaires

et financières", a mis en garde la même entreprise publique. Selon le bilan fourni par la direction de distribution, 944 cas d’agression ont été enregistrés sur les ouvrages électriques et 763 autres cas sur les ouvrages gaziers à travers plusieurs communes de la wilaya. "Des devis et des mises en demeure ont été établis pour tous ces cas d’agression recensés,

et 1467 plaintes ont été déposées auprès des autorités judiciaires concernées", a tenu à préciser la direction de distribution dans son communiqué. Après règlement de devis et autres charges financières, les services de la direction de distribution ont procédé au déplacement de 486 ouvrages enclavés, selon la même source.

SONELGAZ/ BLIDA

Un important programme d’investissement pour améliorer le service en prévision de la saison estivale

Un important programme d’investissement a été alloué par la direction de distribution de la Sonelgaz à Blida en vue d’améliorer le service d’alimentation en électricité, et de garantir sa qualité et sa continuité, en prévision de la saison estivale, a révélé, mardi, le responsable de cette direction, Abdelkader Madani. "Ce programme d’investissement, visant à faire face à l’augmentation permanente de la demande sur l’électricité, notamment durant la saison estivale, vise à réduire les coupures fréquentes d’électricité et à garantir un service de qualité aux clients", a indi-

qué M. Madani dans un point de presse consacré à la présentation du programme d’investissement de l’entreprise. Il a ajouté que ce programme, doté d’une enveloppe de 820 millions de DA a porté sur la réalisation et la mise en service de nouvelles installations, ainsi que l’entretien des infrastructures et du réseau électrique, notamment dans les zones ayant enregistré des perturbations dans l’approvisionnement en électricité l’année passée.Le responsable a fait état, à ce titre, de l’installation de 27 transformateurs électriques et de 110 km de lignes de moyenne et basse tension, à travers 12

communes de la wilaya, dont Beni Merad, Ouled Yaich, Bouarfa, Meftah, Larbaâ, Boufarik et Chiffa. A cela s’ajoute la mise en service d’un centre transformateur principal 60/30 kilovolts d’une capacité de 80 MVA dans la commune de Chebli, destiné à améliorer la qualité du service dans les daïras de Bougara et Bouinane, en plus de la mise en service de cinq (5) départs électriques à travers la wilaya. Selon M. Madani, ce même programme englobe, également, l’entretien de 338,9 km de lignes électriques et de 635 transformateurs. Il a, également, souligné le renforce-

ment des équipes techniques et d’astreinte, ainsi que l’amélioration de leur disponibilité afin de garantir des interventions rapides et efficaces en cas de pannes. Les moyens du centre d’appel, qui fonctionne 24h/24, ont été aussi renforcés, a-t-il précisé, rappelant que le numéro vert 3303 reste à la disposition des clients. M. Madani a, par ailleurs, invité les citoyens à oeuvrer à rationaliser leur consommation d’énergie en adoptant des pratiques permettant l’utilisation de cette ressource de manière "intelligente".

Le rôle clé du Vietnam dans la guerre commerciale de Trump

Face aux tarifs douaniers américains et à la montée en puissance de la Chine, Hanoï a réagi en jouant prudemment la carte de l'équilibre. Le 2 avril – baptisé « Jour de la libération » – le président Donald Trump a déclaré une urgence nationale en réponse au « déficit commercial important et persistant des États-Unis » et aux pratiques économiques « déloyales » des pays étrangers qui, selon Trump, nuisent au peuple américain en sapant l'industrie et l'emploi aux États-Unis.

Par Claire Lwin (*)

En réponse, le président a annoncé des droits de douane minimum de 10 % sur toutes les importations américaines, ainsi que des droits de douane plus élevés, allant de 11 % à 50 %, sur les importations en provenance de près de 60 pays. Ces « droits de douane réciproques », basés sur le calcul du déficit commercial, visaient plus de 180 pays et territoires. Après une semaine de turbulences sur les marchés boursiers et obligataires, Trump a annoncé une pause de 90 jours sur les droits de douane réciproques supérieurs à 10 % pour la plupart des pays, à l'exception de la Chine. Toutefois, la réalité de l'imposition de droits de douane et de la modification de la dynamique commerciale mondiale est plus complexe. Par exemple, le Vietnam, comme d'autres pays d'Asie du Sud-Est, a longtemps maintenu une position non alignée sur le front géopolitique mondial et navigué dans les eaux troubles de la concurrence entre grandes puissances. Par conséquent, la réponse du Vietnam aux mesures de Trump devrait être considérée comme un reflet des priorités de sa politique étrangère ancrées dans ses intérêts nationaux, y compris le développement économique, et son engagement à l'égard du non-alignement.

Le Vietnam est depuis longtemps une figure centrale dans l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine depuis qu'elles ont commencé sérieusement en 2018, lorsque le président Trump a imposé des droits de douane de 10 % sur les importations chinoises. Au cours des années qui ont suivi, le déficit commercial des États-Unis avec le Vietnam a triplé, atteignant 123,5 milliards de dollars en 2024, la dernière année pour laquelle les données sont complètes. L'un des principaux catalyseurs de ce changement est l'approche stratégique de « découplage » adoptée par les entreprises qui ont délocalisé leur production et leur fabrication de la Chine vers d'autres pays, y compris le Vietnam, dans le but de diversifier leurs chaînes d'approvisionnement et d'apaiser les inquiétudes de Washington quant à l'ascension économique de Pékin. Avec la montée des incertitudes géopolitiques, les centres de production alternatifs bon marché, dont le Vietnam est devenu un excellent exemple, sont devenus des substituts

attrayants de la Chine.

Le Vietnam est également une porte dérobée pour les exportations chinoises, puisqu'il importe et assemble des produits chinois à faible valeur ajoutée avant de les réexporter vers les États-Unis. Peter Navarro, conseiller principal de Trump pour le commerce et l'industrie, a affirmé dans une interview récente que le Vietnam était coupable de « fraude aux taxes douanières », ce qui signifie que Hanoï permet à la Chine d'expédier ses produits via le Viêt Nam afin de masquer leur origine et d'éviter ainsi les droits de douane américains. Ces raisons, associées à l'important excédent commercial du Viêt Nam, ont conduit l'administration à considérer ce pays comme une menace majeure pour l'économie américaine et le bien-être des travailleurs américains.

Le Vietnam s'est efforcé de répondre aux demandes de l'administration Trump, qui se sont concentrées sur la réduction du déficit commercial, la résolution des problèmes de transbordement et le renforcement des droits de propriété intellectuelle. Le ministère vietnamien des Finances travaille actuellement à l'amélioration du partage des informations douanières avec les États-Unis et à la rédaction d'un accord commercial bilatéral global qui comprend des dispositions sur la fiscalité et les droits de propriété intellectuelle – tout cela en réponse aux préoccupations soulevées par l'administration Trump. En fait, le Vietnam a été le premier et reste le seul pays d'Asie du Sud-Est dont le dirigeant s'est adressé directement à Trump au sujet des droits de douane.

Après avoir reçu un taux de droits de douane énorme de 46 % le « Jour de la Libération », le secrétaire général du Parti communiste vietnamien To Lam a tendu la main à Trump lors d'un appel que le président américain qualifiera plus tard de « très productif ». Le Vietnam a proposé de réduire les droits de douane sur les produits américains à zéro, selon Trump, qui a déclaré que Hanoï abordait également les questions non tarifaires soulevées par les représentants des États-Unis. Les différents ministères vietnamiens sont chargés d'examiner les cadres juridiques existants et de proposer des modifications.

Le Vietnam a également autorisé l'exploitation de Starlink, le service Internet par satellite appartenant à Elon Musk, et a accepté d'accélérer l'approbation d'un projet de centre touristique de Trump d'une valeur de 1,5 milliard de dollars. Plus important en

core, le Vietnam a envoyé un haut fonctionnaire, le vice-premier ministre Ho Duc Phoc, aux États-Unis pour des négociations axées sur l'amélioration du déséquilibre commercial et la résolution des problèmes de transbordement, où les marchandises (en particulier les marchandises chinoises) sont expédiées via le Vietnam pour éviter les droits de douane ou d'autres restrictions commerciales imposées à des pays tels que la Chine. Afin d'accroître les exportations américaines vers le Vietnam, Hanoï a conclu un accord en vertu duquel il a accepté d'acheter une flotte d'avions de chasse F-16.

Alors pourquoi le Vietnam cède-t-il et s'efforce-t-il de se conformer aux exigences de l'administration Trump ? L'un des principaux intérêts du Vietnam est de défendre ses revendications territoriales en mer de Chine méridionale contre les pressions et les agressions chinoises. Ces dernières années, la Chine a harcelé les pêcheurs vietnamiens près des îles Paracels, la dernière fois lors d'un incident d'agression et de saisie en octobre dernier. En maintenant des relations diplomatiques, économiques et militaires étroites avec Washington, le Vietnam se sent mieux protégé contre l'agression chinoise. La frontière est toutefois ténue entre le renforcement de la coopération militaire avec les Américains à des fins de dissuasion et la provocation d'une escalade dans un conflit potentiellement explosif. L'accord sur les chasseurs F-16 pourrait « provoquer des troubles » dans la région, signalant à la Chine une influence militaire américaine accrue dans la région qui pourrait remettre en question le non-alignement de Hanoï.

L'administration Trump devrait comprendre que le Vietnam axe sa politique étrangère et commerciale sur ses propres intérêts nationaux et qu'il s'engagera volontiers avec n'importe quelle puissance étrangère désireuse de l'aider à améliorer son développement économique et à renforcer sa sécurité nationale. Par conséquent, tout en répondant de manière amicale aux exigences commerciales de Trump, le Vietnam continue de cultiver des relations commerciales étroites avec Pékin, dont l'importante base manufacturière, la capacité technologique élevée et le vaste marché en font le partenaire commercial le plus important. Par exemple, lors de la visite du président chinois Xi Jinping au Vietnam le 14 avril, les deux pays ont signé 45 accords allant du renforcement de la connectivité numérique et des infrastructures à la coopération dans des

domaines émergents tels que l'intelligence artificielle et l'énergie verte, afin d'approfondir les liens économiques bilatéraux. Pour sa part, Xi s'est engagé à élargir l'accès du Vietnam au marché chinois.

Les récentes actions du Vietnam concernant la guerre commerciale reflètent en fin de compte ses propres intérêts nationaux. Sa décision de conclure un accord avec les États-Unis pour l'achat d'avions de combat indique que, même s'il cherche à répondre aux exigences commerciales de Trump, il ne le fera que de manière à renforcer ses intérêts économiques et de sécurité nationale, tels que définis par le gouvernement national. Les États-Unis devraient collaborer avec des pays aux vues similaires pour renforcer les liens bilatéraux et multilatéraux tout en réduisant leur dépendance à l'égard des exportations manufacturières chinoises. Grâce à des partenariats stratégiques, les États-Unis peuvent contribuer à résoudre des problèmes importants tels que le transbordement de marchandises chinoises. Toutefois, en ciblant uniquement le Vietnam sur cette question, les entreprises chinoises risquent de détourner les marchandises vers les pays voisins du Vietnam, tels que le Cambodge, la Thaïlande ou le Myanmar. Plutôt que de se sentir frustré par les relations commerciales florissantes du Vietnam avec la Chine et de les considérer comme une menace directe pour les intérêts américains dans le cadre de la concurrence entre grandes puissances, Washington devrait saisir l'occasion offerte par le vœu de Hanoï d'ouvrir ses marchés beaucoup plus largement aux exportations américaines. En effet, des discussions récentes ont eu lieu sur la collaboration entre les deux pays dans des domaines tels que l'énergie, la technologie et l'éducation.

En adoptant des politiques fondées sur le pragmatisme et l'intérêt mutuel, les États-Unis peuvent rester un partenaire stratégique du Vietnam tout en répondant à ses préoccupations dans le contexte des changements historiques de la dynamique commerciale mondiale.

(*) Ancienne stagiaire du Global South au Quincy Institute for Responsible Statecraft. Ses recherches portent sur le commerce international et la politique économique, avec un accent régional sur l'Asie du Sud-Est.

Source : Responsable Statecraft, Claire Lwin, 13-05-2025
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ÉGYPTE

Un projet de 573 millions \$ pour renforcer l'industrie locale des engrais

L'Égypte est le 2ème exportateur africain d'engrais chimique après le Maroc et figure dans le top 10 des exportateurs de cet intrant à l'échelle mondiale. Le gouvernement renforce son soutien à l'industrie locale à travers des investissements dans la production des composants chimiques. En Égypte, la société Abu Tartour for Phosphoric Acid entamera, dès 2026, la construction d'une nouvelle usine de fabrication d'acide phosphorique, une matière première chimique indispensable pour dans la production d'engrais phosphatés solides ou liquides. C'est ce qu'a annoncé le ministère du Pétrole et des Ressources minérales dans un communiqué publié le jeudi 12 juin. Ce projet basé à Abu Tartour dans le gouvernorat de la Nouvelle Vallée sera développé en deux phases avec pour objectif de produire 500 000 tonnes d'acide phosphorique par an à terme. Avec un investissement total de 573 millions \$, la première phase prévoit l'installation d'une capacité de production de 250 000 tonnes d'acide phosphorique par an, avec une mise en service commerciale programmée pour 2028. Selon les autorités, les contrats d'ingénierie, de fourniture et de construction (EPC) doivent être signés d'ici la fin juin 2025 pour permettre le démarrage des travaux de construction l'année prochaine. D'après Karim Badawi, ministre du Pétrole et des Ressources minérales, ce projet constitue une étape stratégique pour accroître la valeur ajoutée des ressources minières locales. « L'acide phosphorique, produit final de l'usine, est une matière première stratégique dans l'industrie chimique, notamment dans la fabrication d'engrais. Cela permettrait à l'Égypte de réduire ses importations de ce produit et d'augmenter ses capacités d'exportation », peut-on lire dans le communiqué. Globalement, l'entrée en production de ce nouveau site industriel, devrait renforcer la compétitivité du pays des pharaons sur le marché international des engrais et en l'occurrence sur le segment des engrais phosphaté. Les données compilées sur la plateforme Trade Map indiquent que les exportations égyptiennes d'engrais ont généré 2,43 milliards \$ en 2024 dont 22,5 % soit 549,5 millions \$ proviennent des expéditions d'engrais phosphatés.

ARABIE SAOUDITE

Riyad officiellement investie pour l'organisation de l'Exposition Universelle 2030

Le Royaume d'Arabie saoudite a franchi un jalon décisif dans la préparation de l'Exposition universelle Riyad Expo 2030, en obtenant, à l'unanimité, l'approbation de son dossier d'enregistrement.

L'Assemblée générale du Bureau international des expositions (BIE), réunie lors de sa 176e session à Issy-les-Moulineaux, en région parisienne, a validé cette approbation qui confère désormais au Royaume le statut officiel d'« organisateur » de l'événement mondial, prévu du 1er octobre 2030 au 31 mars 2031. Cette approbation finale, qui repose sur la recommandation favorable du Comité exécutif du BIE, ouvre la voie à la phase de mise en œuvre du projet, et constitue une victoire diplomatique et stratégique. Elle marque l'aboutissement d'un processus de sélection où l'Arabie saoudite avait déjà surpris par une victoire écrasante dès le premier tour de vote en novembre 2023, devançant la Corée du Sud et l'Italie avec plus des deux tiers des voix. C'est Ibrahim Al-Sultan, président de la Commission royale pour la ville de Riyad, qui a reçu le drapeau officiel du BIE, sym-

bolisant le transfert de responsabilité et le lancement opérationnel du projet. Le dossier d'enregistrement, déposé le 7 mars dernier par l'ambassadeur saoudien en France Fahd Al Ruwaili, auprès du secrétaire général du Bureau, Dimitri S. Kirkentzis, comprenait un plan détaillé de l'exposition, précisant les dates, les infrastructures, les dispositions législatives, les mécanismes de financement, ainsi que les principes d'héritage post-exposition. Dans son discours devant l'Assemblée, Al-Sultan a souligné l'importance de cette étape : « L'approbation du BIE est un moment historique pour le Royaume et pour le monde. Elle reflète la confiance placée dans notre vision et notre capacité de mise en œuvre ». Il a insisté sur le fait que Riyad Expo 2030 représente une priorité nationale, soutenue par l'ensemble des institutions saoudiennes sous l'égide du prince héritier Mohammed ben Salmane, également Pre-

mier ministre. Le Royaume ambitionne de faire de cette exposition non pas un simple événement, mais une vitrine globale, inclusive, interactive et prospective, rassemblant les idées, les peuples et les innovations. Al-Sultan a annoncé la nomination de l'ingénieur Abdulaziz Al-Ghannam en tant que commissaire général, qui sera l'interlocuteur officiel des pays participants.

La philosophie directrice de l'exposition

Le Président directeur général d'Expo Riyad 2030, Talal Al-Marri, a présenté la philosophie directrice de l'exposition, articulée autour du thème « Foresight of Tomorrow » (la prévoyance de demain), déclinée en trois axes majeurs : solutions durables, technologies transformatrices et peuples prospères.

MAURITANIE/ITALIE

Signature d'un mémorandum d'entente sur l'environnement

La ministre de l'Environnement et du Développement durable, Mme Mes-saouda Baham Mohamed Laghdaf, a signé, mercredi à Nice, en France, un protocole d'accord visant à renforcer la coopération bilatérale entre la Mauritanie et l'Italie dans les domaines de l'environnement

et du changement climatique. Ce protocole d'accord vise à développer des domaines de coopération entre les deux pays, en se concentrant sur un certain nombre de priorités communes, notamment : l'adaptation au changement climatique, la préservation de la biodiversité, la gestion du-

nable des ressources naturelles et le soutien à la transition vers une économie verte, inclusive et durable. Ce mémorandum d'entente matérialise la volonté des deux pays de renforcer les relations de partenariat pour relever les défis environnementaux et climatiques, et contri-

buer à l'atteinte des objectifs de développement durable aux niveaux national et international. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de Mauritanie accrédité en France, SEM. Mohamed Yahya Teiss.

TUNISIE

Le tourisme et les transferts de la diaspora couvrent plus de 80 % de la dette extérieure

La présidente de la Fédération tunisienne de l'hôtellerie (FTH), Dorra Milad, a annoncé ce mardi 17 juin 2025 que les recettes issues du tourisme, combinées aux transferts des Tunisiens résidant à l'étranger, ont permis de couvrir plus de 80 % de la dette extérieure de la Tunisie au cours des derniers mois. Invitée sur les ondes de la radio nationale, elle a salué la résilience et la contribution majeure du secteur hôtelier à l'économie tunisienne, soulignant que celui-ci génère près d'un million d'emplois directs et indirects, et constitue un pilier à la fois économique et social. L'année 2024 a marqué une étape importante dans la relance du tourisme tunisien. Le pays a enregistré plus de 10 millions de visiteurs, dont 6 millions originaires de Tunisie, de Libye et d'Algérie, selon les données communiquées par la FTH. Les recettes générées par le secteur ont atteint 7,5 milliards de dinars, pour un total de

27 millions de nuitées. La Tunisie compte actuellement 800 établissements hôteliers. Une commission rattachée au ministère des Finances étudie la possibilité de rouvrir plusieurs hôtels fermés, afin de renforcer l'offre d'hébergement. À l'approche de la haute saison, les autorités visent désormais 11 millions de touristes pour 2025, un objectif qualifié de réaliste par Dorra Milad, compte tenu de la capacité d'accueil actuelle estimée à 180 000 lits, contre 200 000 avant 2011.

Un appel à la diversification et à la vision long terme

Tout en se félicitant des performances du secteur, Dorra Milad a exprimé une inquiétude : la saisonnalité du tourisme, qui fragilise les hôtels et le personnel durant les périodes creuses. Elle a ainsi plaidé pour une diversification de l'offre touristique, au-delà du modèle balnéaire tradi-

tionnel. Parmi les pistes évoquées figurent le tourisme culturel, sportif, médical, de bien-être, de congrès et d'aventure. Elle a également suggéré une répartition plus équilibrée des vacances scolaires et une valorisation accrue du patrimoine national, notamment à travers des circuits intérieurs. Dorra Milad a conclu son intervention en appelant à ce que l'industrie hôtelière soit pleinement intégrée dans la stratégie touristique nationale à l'horizon 2035, avec une amélioration des infrastructures, une modernisation du parc hôtelier, et une meilleure compétitivité sur les marchés internationaux. Dans un contexte économique tendu, le tourisme apparaît plus que jamais comme un levier de stabilité et de croissance, capable de soutenir la balance des paiements, de créer de l'emploi et de positionner la Tunisie comme une destination plurielle et durable.

ZIMBABWE

Le pays projette un doublement de sa récolte de maïs en 2025

Au Zimbabwe le maïs est la principale céréale cultivée et consommée par la population. Après une campagne 2023/2024 décevante marqué par la sécheresse, l'actuelle campagne qui s'achève montre des signes d'une relance.

Au Zimbabwe, la récolte de maïs est attendue à 1,3 million de tonnes au terme de la campagne 2024/2025 qui s'achèvera d'ici fin juin, soit plus du double du stock enregistré lors de la campagne précédente (635 000 tonnes). C'est ce que révèlent les dernières estimations formulées par le Département américain de l'agriculture (USDA) dans un rapport publié le 16 juin sur le marché céréalier du pays d'Afrique australe. Cette embellie s'explique principalement par une augmentation de 3,4 % des superficies récoltées, qui s'élèvent à 1,84 million d'hectares, et une amélioration du rendement moyen des cultures, qui a grimpé de 83 % pour atteindre 1,3 tonne par hectare. D'après l'organisme américain, cette hausse de la productivité est principalement due à la bonne pluviométrie, induite

par l'apparition du phénomène climatique La Niña, qui a marqué la campagne dans un contexte où environ 90 % de la production zimbabwéenne de maïs dépend des précipitations. À cela s'ajoute une amélioration de l'accès aux intrants pour les petits exploitants agricoles, qui représentent 60 % de la production, grâce aux programmes d'appui gouvernementaux. « Selon le Ministère des Terres, de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Eau et du Développement rural, son programme phare, le Presidential Inputs Scheme, a fourni semences, engrais et pesticides à environ 3,5 millions de petits exploitants durant la saison 2024/25. La distribution d'intrants agricoles subventionnés via ces programmes a permis d'atténuer certains coûts et de soutenir les agriculteurs communautaires, » peut-on lire dans le rap-

port. Rappelons que le ministère de l'Agriculture avait annoncé, avant le début de la campagne 2024/2025, un plan d'investissement de 1,6 milliard \$, financé à hauteur de 40 % par l'État pour soutenir la production agricole d'été. Plus largement, l'amélioration de la récolte est le signe d'une relance pour la filière zimbabwéenne, qui avait subi un coup d'arrêt en 2023/2024 en raison de la sécheresse, dont les impacts ont été exacerbés par l'apparition du phénomène climatique El Niño. Le pays avait alors enregistré, au cours de cette campagne, sa pire récolte en 8 ans. Le défi pour la filière sera d'améliorer la résilience des petits exploitants agricoles face à la variabilité climatique, afin d'accroître et stabiliser la production au cours des prochaines années.

POUR RENFORCER L'INTÉGRATION RÉGIONALE

Un ambitieux projet ferroviaire Angola - Namibie

En droite ligne de son plan de diversification économique, l'Angola multiplie les projets d'interconnexion avec ses voisins pour consolider son rôle de relais logistique. Le développement du chemin de fer figure en bonne place dans cette feuille de route. L'Angola et la Namibie envisagent de développer un réseau ferroviaire reliant la ville de Lubango (province de Huila) à Santa Clara,

à la frontière namibienne. D'un tracé d'environ 275 km, ce projet stratégique s'appuiera sur la remise à niveau et l'extension du chemin de fer de Moçâmedes (CFM), l'un des trois principaux corridors ferroviaires d'Angola, avec ceux de Benguela et de Luanda. Selon le ministère angolais des Transports, des équipes techniques mixtes ont déjà été désignées pour superviser les études

de faisabilité, le tracé du parcours, les normes techniques et les modalités d'exploitation de la future ligne. Cette première phase sera suivie du lancement d'un appel à concession, dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) visant à mobiliser des investissements pour construire et exploiter l'infrastructure. Le projet s'inscrit dans une dynamique plus large de connectivité régionale en Afrique

australe, notamment portée par la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe). Il présente un important potentiel pour le commerce intra-africain, facilitant la circulation des marchandises entre le sud de l'Angola riche en ressources agricoles et minières, ainsi que le port namibien de Walvis Bay reconnu pour la performance de ses infrastructures logistiques.

MALGRÉ LA BAISSSE DES PRIX

Le projet de la première usine tanzanienne de nickel avance

Lifezone Metals, société cotée à la Bourse de New York, développe en Tanzanie le projet Kabanga, une exploitation verticalement intégrée axée sur le nickel et comprenant une raffinerie dédiée. Dans un contexte de baisse des prix, elle poursuit ses efforts pour faire avancer le projet. Sur le London Metal Exchange, le prix à terme du nickel se négocie actuellement à

15 120 USD la tonne, en baisse d'environ 68% par rapport au pic annuel de 48 000 USD de 2022. Cette tendance baissière notamment liée à l'excédent de l'offre mondiale du métal a déjà incité des sociétés comme BHP et First Quantum à suspendre leurs opérations de nickel en Australie en 2024. De son côté, Lifezone Metals cherche plutôt à faire avancer son projet Kabanga, lequel

devrait fournir à terme la première raffinerie de nickel de la Tanzanie. « Le marché du nickel a été confronté à des défis importants en raison de la domination de l'Indonésie sur l'offre, ce qui a eu un impact sur les prix et a nécessité une refonte de nos plans de développement pour Kabanga » a déclaré plus tôt ce mois-ci Chris Showalter, PDG de Lifezone Metals.

MALI

Vers un rebond de la production rizicole en 2025/2026

Au Mali, le riz est la deuxième céréale consommée après le maïs. Entre aléas climatiques et défis sécuritaires, le pays peine encore à stabiliser sa production qui couvre déjà près de 80 % de ses besoins. La campagne rizicole 2025/2026 s'annonce sous de meilleurs auspices. Dans un rapport publié le 10 juin dernier, le département américain de l'Agriculture (USDA) projette une croissance de 8 % de la production de paddy à 2,96 millions de tonnes. Pour expliquer cette prévision optimiste, l'organisation américaine évoque notamment une amélioration des conditions climatiques, une réduction de la pression des ravageurs et une augmentation des surfaces cultivées qui devraient croître de 8 % pour atteindre 850 000 hectares. Ce rebond attendu tranche avec les difficultés rencontrées lors de la campagne 2024/2025 écoulée. D'après l'USDA, la superficie récoltée avait alors chuté de 13 %, tombant à 790 000 hectares, en raison d'un accès limité aux intrants, d'inondations provoquées par de fortes pluies et de la recrudescence de l'insécurité dans plusieurs zones de production majeures. « La baisse des superficies cultivées a affecté principalement les régions de Gao (-56 %), Mopti (-35 %), Koulikoro (-20 %), Sikasso (-9 %) et Ségou (-8 %) », peut-on lire dans le rapport. Globalement, cette déconvenue illustre quelques-uns des défis que la filière malienne doit surmonter dans sa quête d'autosuffisance. Rappelons que, dans le cadre de cette ambition, le gouvernement a affiché en avril dernier son intention de mobiliser 24 millions \$ pour financer la mise en œuvre du Programme National de mise à l'échelle du Système de Riziculture Intensif (PN-SRI). L'objectif affiché à travers cette initiative est d'augmenter la production locale de riz paddy de 83 %, pour atteindre 5,5 millions de tonnes à terme. En attendant, le pays doit recourir aux importations pour combler son déficit de production. D'après l'USDA, le Mali augmentera ses achats de riz sur le marché international de 5 %, atteignant 500 000 tonnes en 2025/2026

À CAUSE DE LA CONTREBANDE D'OR

Le Ghana a perdu 11,4 milliards \$ en cinq ans

Les contrebandiers font transiter l'or ghanéen par le Togo, le Burkina Faso et le Mali avant de l'expédier vers d'autres pays, dont notamment les Emirats arabes unis. Une autre voie directe consiste à transporter le métal précieux en bagage à main dans les avions, souvent en utilisant des vols commerciaux et des aéroports internationaux. Le Ghana a enregistré un manque à gagner d'environ 11,4 milliards de dollars entre 2019 et 2023, en raison de la

contrebande d'or issu de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (Artisanal small scale mining/ASM), selon un rapport publié le 11 juin 2025 par Swissaid, une ONG suisse spécialisée dans la coopération au développement. Intitulé « African Gold report-Ghana », le rapport précise que le Ghana est le premier producteur du métal jaune en Afrique, avec une production totale déclarée de 129,1 tonnes en 2023. Ce pays d'Afrique de l'Ouest est même

entré dans le top 10 des pays producteurs d'or dans le monde. Au Ghana, la production d'or provient principalement de l'exploitation minière industrielle ou à grande échelle (Large scale mining/LSM). L'exploitation minière artisanale et à petite échelle représente cependant le tiers de la production totale du pays, au moins. L'ASM s'est beaucoup développée ces dernières années, au point que son impact environnemental et social est

devenu une source de préoccupation majeure. Les mineurs artisanaux opèrent désormais dans toutes les régions minières du pays, y compris dans des zones où l'exploitation minière n'est pas autorisée, et même dans des zones protégées telles que les réserves naturelles. Un grand nombre d'opérations ne sont pas autorisées et certaines, y compris celles qui sont fortement mécanisées, sont dirigées par des ressortissants chinois.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses naviguent à vue, entre politique monétaire et tensions commerciales

Les Bourses mondiales ont les yeux rivés jeudi sur les politiques des banques centrales, dont la BCE qui a baissé ses taux face aux tensions commerciales qui bousculent l'économie mondiale depuis le retour de Trump.

La Banque centrale européenne (BCE) a abaissé ses taux jeudi pour la sixième fois d'affilée, espérant contrer l'effet des tensions commerciales exacerbées avec les États-Unis qui menacent la croissance en zone euro. Cette septième baisse depuis juin 2024, qui fait passer le taux principal à 2,25%, accompagne un processus de désinflation "en bonne voie". Mais les perspectives de croissance en zone euro "se sont détériorées" du fait de l'intensification des tensions commerciales, a déclaré l'institution de Francfort dans un communiqué. La décision de l'institution "traduit une inclinaison à la prudence", explique Madison Faller, de J.P. Morgan Private Bank. En Europe, après cette annonce, vers 13H30 GMT, la Bourse de Paris perdait 0,68%, Francfort 0,47%, Londres 0,50% et Milan 0,54%. A Zurich, le SMI prenait 0,18%. Outre-Atlantique, la politique monétaire est également un point d'attention majeure des marchés. Donald Trump s'en est pris jeudi au président de la banque centrale américaine (Fed) Jerome Powell, qu'il a jugé "trop lent" à baisser les taux d'intérêt de l'institution. Le dirigeant aurait "dû baisser les taux d'intérêt depuis longtemps déjà, comme la BCE", a estimé le président américain, en encourageant M. Powell à "le faire maintenant". "Il est plus que temps que le mandat de Powell se termine", a encore écrit M. Trump sur sa plateforme Truth Social, alors que le second mandat du dirigeant doit s'achever en mai 2026.

A Wall Street, les indices étaient dispersés dans les premiers échanges: vers 13H30 GMT, le S&P 500 prenait 0,39%, le Nasdaq 0,45%, tandis que le Dow Jones cédait 1,29%. Les marchés américains avaient dévissé mercredi, après que Jerome Powell avait justement estimé que les droits de douane imposés contre les partenaires commerciaux des Etats-Unis allaient "très certainement entraîner au moins une hausse temporaire de l'inflation", compliquant une baisse des taux. Une baisse des taux, positive pour la croissance, peut en effet provoquer une accélération de l'inflation. "En d'autres termes, M. Powell a déclaré que l'inflation était sa priorité et que la meilleure chose à faire était d'attendre avant de réduire les taux", commente Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote Bank. Côté négociations commerciales, les grandes économies exportatrices d'Asie comme le Vietnam, le Japon ou Taïwan se pressent à Washington pour négocier un compromis sur les surtaxes douanières américaines, tirant profit du sursis partiel de 90 jours qui leur est accordé.

Siemens Energy brille
Siemens Energy (+12,65% à Francfort vers 13H20 GMT), a relevé ses prévisions annuelles, après avoir fait état d'un solide deuxième trimestre de son exercice décalé, dans un communiqué de résultats préliminaires publié mercredi. Pour 2025, le groupe table désormais sur un bénéfice net pouvant atteindre un milliard

d'euros. Siemens Gamesa, sa filiale en difficulté depuis de nombreuses années, a augmenté son chiffre d'affaires au cours du deuxième trimestre et a réduit sa perte nette.

L'or toujours plus haut, le dollar remonte
L'or, valeur refuge face aux incertitudes, continue sa course aux records. Le métal précieux s'est hissé à un nouveau sommet historique jeudi, à plus de 3.357 dollars l'once. Il évoluait vers 13H20 GMT à 3.327 dollars l'once. Côté marché des changes, le billet vert prenait 0,30% face à la monnaie unique vers 13H20 GMT, à 1,1356 dollar pour un euro, après la baisse des taux de la BCE qui a pour conséquence une baisse de rémunération des actifs libellés dans la monnaie européenne. Toutefois, le dollar recule toujours sur un

mois, perdant près de 4,50%, sur fond d'inquiétudes de investisseurs sur l'économie américaine et la politique erratique de Donald Trump. Sur le marché de la dette, le rendement des emprunts d'Etat américains à dix ans se stabilisait autour des 4,30%, désormais loin de sa flambée à près de 4,60% la semaine passée.

Le pétrole grimpe
Les cours de l'or noir grimpent jeudi après que les Etats-Unis ont annoncé mercredi des sanctions contre une nouvelle raffinerie indépendante en Chine, accusée de transformer illégalement du pétrole iranien. Vers 13H20 GMT, le Brent de la mer du Nord prenait 1,51% à 66,85 dollars le baril, et son équivalent américain, le WTI gagnait 1,72% à 63,55 dollars le baril.

MARCHÉS EN ASIE

Le pétrole stable, les Bourses sous pression

Les prix du pétrole oscillent autour de l'équilibre mercredi dans un marché suspendu à l'incertitude géopolitique maintenant également les Bourses d'Asie sous pression avant une décision de la banque centrale américaine. Vers 02H10 GMT, le cours du baril de WTI américain gagnait 0,07% à 74,89 dollars, et celui du baril de Brent de la mer du Nord abandonnait 0,03% à 76,43 dollars. Le dollar joue du yo-yo, cédant 0,11% face à la monnaie japonaise vers 02H10 GMT, à 145,14 yens pour un dollar, après avoir gagné du terrain en début d'échanges. Les Bourses asiatiques restent divisées et fébriles, hantées par les tensions au Moyen-Orient et surveillant l'état de l'économie américaine, dans la foulée d'un repli

de Wall Street. Vers 02H10 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei grimpait de 0,58% à 38.763 points et l'indice Topix de 0,47% à 2.800 points. La Bourse de Séoul progressait de 0,68%, mais Sydney en revanche était à l'équilibre (-0,01%), Taipei cédait 0,05%. L'indice hongkongais Hang Seng perdait 1,23% à 23.684 points, l'indice composite de Shanghai cédait 0,04% et celui de Shenzhen 0,35%. Sur le marché tkyoïte, le yen affaibli a momentanément dopé les titres des groupes exportateurs, compensant les ventes d'investisseurs inquiets des tensions géopolitiques. Surtout, le marché attend avec nervosité l'issue, attendue mercredi, d'une réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed).

BOURSE DE PARIS

Proche de l'équilibre, yeux rivés sur la Fed

La Bourse de Paris évolue à l'équilibre ce matin, autour des 7680 points, tirée par Airbus (+3%) et Safran (+1,5%) mais freinée par Legrand (-2,2%) et Kering (-2%) notamment. La prudence l'emporte chez les investisseurs qui gardent les yeux rivés sur l'issue de la réunion de la Fed, dans l'espoir que la banque centrale trouve les mots justes afin de les rassurer face à un contexte géopolitique et économique pour le moins compliqué. L'institution annoncera les conclusions de sa réunion de politique monétaire dans un communiqué prévu à 20h, c'est-à-dire après la clôture des marchés européens.

La Réserve fédérale devrait, sans surprise, maintenir ses taux directeurs inchangés, signant un quatrième 'statu quo' consécutif depuis janvier. Dans un climat d'incertitude lié à la géopolitique et aux droits de douane imposés par le président Donald Trump, les investisseurs seront surtout à l'affût de ses prévisions de croissance économiques et de potentiels indices concernant la trajectoire future de ses taux. L'enjeu ne résidera donc pas dans le niveau des taux - largement anticipé par les marchés - mais dans la révision des projections économiques et du fameux 'dot plot', prévient François Rimeu, stratège chez Crédit Mutuel AM.

Depuis la fin 2024, la Fed s'en tient à une approche attentiste en raison d'une inflation jugée encore un peu trop élevée et d'un marché du travail jusqu'ici solide. Mais les dernières publications économiques ont renforcé les anticipations d'une baisse de taux de 25 points de base en septembre les investisseurs évaluant à 55% les chances d'une telle décision, selon le FedWatch du CME. 'Le fait que l'inflation n'ait toujours pas réagi aux hausses de droits de douane et que les conditions sur le marché du travail se soient légèrement dégradées rend cette position plus difficile à tenir', estime Bastien Drut, Responsable de la stratégie et

des études économiques chez CPR AM. L'intensification du conflit israélo-iranien, s'il venait à provoquer une hausse durable des prix du pétrole, pourrait par ailleurs compliquer la tâche de la Fed en relançant les tensions inflationnistes. Prise entre deux feux, la banque centrale devrait réaffirmer sa posture prudente ce soir, retardant toute nouvelle baisse de taux tant que les données économiques objectives ne justifieront pas clairement un assouplissement. 'Nous tablons sur une reprise du cycle de baisse des taux après l'été, une fois que la Fed aura été en mesure de faire un diagnostic complet

de l'inflation américaine', indique Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. Outre la Fed, la Banque d'Angleterre (BoE) et la Banque nationale suisse (BNS) se réuniront demain. Sur le plan géopolitique, le président américain Donald Trump a exigé hier soir la 'reddition inconditionnelle' de l'Iran, une déclaration musclée qui est venue relancer les spéculations quant à une possible intervention des Etats-Unis aux côtés d'Israël. Ce virage à 180 degrés par rapport à ses déclarations du week-end qui appelaient 'à une désescalade des hostilités au Moyen-Orient' ont pesé sur la cote à Wall Street hier soir.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 16 Juin 2025					
Valeur : 18 Juin 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.9064	129.9214
1	EUR	EURO		150.2368	150.2671
1	GBP	POUND STERLING		176.5272	176.5956
100	JPY	JAPANESE YEN		90.0939	90.1356
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0933	18.0962
1	CHF	SWISS FRANC		159.9045	160.0609
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.6953	95.7205
1	DKK	DANISH KRONE		20.1762	20.1829
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7170	13.7217
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.1676	13.1714
1	AED	UAE DIRHAM		35.3718	35.3816
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6094	34.6226
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.6695	424.8574
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.6992	44.1384
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2259	14.2275
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8733	23.9960
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2534	3.2635
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.1732	177.1732

RUSSIE

Les Occidentaux toujours largement absents au «Davos russe»

Le forum économique de Saint-Petersbourg, autrefois surnommé le «Davos russe», s'est ouvert hier, avec la présence peu nombreuse des Occidentaux et celle, à l'inverse, remarquée des représentants du «Sud global», dans l'ombre du conflit en Ukraine et des sanctions.

Ce 28e forum intervient en plein rapprochement impulsé par Donald Trump entre Washington et Moscou depuis le début d'année, sans que celui-ci ait permis à l'heure actuelle une levée des lourdes restrictions mises en place par les États-Unis contre la Russie en représailles à l'attaque contre son voisin ukrainien. Seule une délégation d'hommes d'affaires américains de second plan, avec notamment le responsable de la chambre de commerce américaine en Russie, est attendue. «La participation de 20.000 représentants de 140 pays du monde entier, en présentiel et en virtuel, est confirmée», a pour sa part assuré mardi Iouri Ouchakov, le conseiller diplomatique du président russe Vladimir Poutine. Symbole du rapprochement accéléré entre la Russie et les pays du «Sud global», qualifiés d'«amicaux» dans la rhétorique du Kremlin, le Bahreïn est cette année le principal

invité. Des représentants de la Chine, du Vietnam, de l'Arabie saoudite ou encore du Burkina Faso et de la Centrafrique sont aussi attendus. Victoire diplomatique très médiatisée par la Russie, le président indonésien Prabowo Subianto sera lui aussi présent, après avoir décliné l'invitation des pays du G7 à leur sommet au Canada, préférant à la place rencontrer Vladimir Poutine. Le chef de l'État russe s'exprimera vendredi, une allocution qui coïncidera cette année avec un environnement diplomatique bouillonnant pour Moscou, des pourparlers de paix avec l'Ukraine au rapprochement entamé avec les États-Unis, le tout en pleines hostilités entre Israël et l'Iran, un allié de la Russie. Avant cela, il rencontrera mercredi la présidente brésilienne de la Nouvelle Banque de développement, Dilma Rousseff. Depuis que des sanctions occidentales

sans précédent ont été imposées à la Russie, dès 2022, la première année de son assaut de grande ampleur en Ukraine, le Kremlin répète sa volonté de se tourner davantage vers l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Amérique latine. Il mène en direction de ces pays une large campagne de séduction, entre approfondissement des relations diplomatiques, renforcement des liens économiques ou encore offre sécuritaire. Avant le conflit en Ukraine, de nombreux dirigeants occidentaux de premier plan s'étaient rendus au forum économique de Saint-Petersbourg, comme l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel en 2013 et le chef de l'État français, Emmanuel Macron, en 2018. L'actuel secrétaire général de l'Otan Mark Rutte, à l'époque Premier ministre des Pays-Bas, y avait aussi pris part en 2013.

DE 19% AUJOURD'HUI À 0% EN 2027

L'UE précise son plan pour bannir le gaz russe

La Commission a détaillé mardi les étapes pour mettre fin aux contrats d'importation. Elle revendique une approche «progressive», en visant d'abord les contrats à court terme, puis les contrats à long terme. La Commission a détaillé mardi les étapes en vue d'interdire les importations de gaz russe dans l'Union européenne d'ici à fin 2027 et de contourner le veto de la Hongrie et de la Slovaquie au sein des 27. Cette proposition législative va être soumise aux États membres et au Parlement. Les discussions s'annoncent sensibles car certains pays redoutent des difficultés juridiques pour mettre un terme aux contrats de longue durée scellés avec la Russie. La Commission européenne revendique une approche «pro-

gressive». Elle veut interdire les nouveaux contrats à partir du 1er janvier 2026, puis interrompre les contrats à court terme existants d'ici au 17 juin 2026. Avec une exception pour les exportations vers les «pays enclavés» et également liées à des contrats de plus longue durée. Les importations dans le cadre de contrats à long terme - les plus sensibles car ils courent parfois sur des dizaines d'années - «seront interrompues d'ici à fin 2027». L'exécutif européen a opté pour une proposition législative, qui peut être adoptée à la majorité qualifiée, plutôt qu'un nouveau train de sanctions contre la Russie qui aurait requis l'unanimité des 27. Le but est d'éviter un veto de la Hongrie et de la Slovaquie fermement opposées à ces mesures. Pour mener à bien cette inter-

diction, l'UE demande aux États membres de fournir des plans nationaux de diversification des approvisionnements, d'ici au 1er mars 2026.

Le pétrole également dans le viseur

Les contrats existants de services de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) destinés aux clients russes ou contrôlés par des entreprises russes seront également interdits à compter du 1er janvier 2028. «La Commission travaillera main dans la main» avec les 27. «Aucun État membre ne sera privé d'énergie à la suite de cette proposition», a assuré le commissaire européen Dan Jorgensen. Plus de trois ans après l'invasion de l'Ukraine, «moins nous importons d'énergie de Russie, plus nous aurons de sécurité

et d'indépendance en Europe», a-t-il souligné. La part du gaz russe dans les importations de gaz de l'Union européenne est passée de 45% en 2021 à 19% en 2024. Mais si l'UE s'est efforcée de réduire ses approvisionnements par gazoducs, elle s'est en partie tournée vers le gaz naturel liquéfié (GNL), transporté par navire, déchargé dans des ports, regazéifié puis injecté dans le réseau européen. Derrière les États-Unis (45%), la Russie occupe une place centrale avec 20% des importations de GNL de l'UE en 2024, soit 20 milliards de mètres cubes sur la centaine de milliards importés. Outre le gaz, la Commission attend des États membres qui importent encore du pétrole russe un plan en vue d'un arrêt complet d'ici à fin 2027.

SUÈDE

La Banque centrale réduit son taux directeur d'un quart de point à 2%

La Banque de Suède a annoncé hier la baisse de son taux directeur d'un quart de point à 2% pour faire face à une reprise économique plus lente que prévu, et laisse entrevoir une nouvelle baisse. «La reprise économique amorcée l'année dernière a perdu de son élan et l'inflation devrait être légèrement inférieure aux prévisions précédentes», a indiqué la Riksbank dans un communiqué. La Suède a enregistré une contraction de sa croissance au premier trimestre (-0,2%), subissant en particulier une baisse de la consommation des ménages. L'inflation, hors évolution des taux de crédit immobilier, indicateur suivi par la Banque de Suède, a atteint +2,3% en mai sur un an, près de sa cible de +2%. «Les conflits géopolitiques et les annonces sur les droits de douane continuent de façonner les développements à l'étranger», écrit la Banque de Suède. La décision suédoise intervient à quelques heures de l'annonce de la Réserve fédérale américaine qui devrait laisser ses taux inchangés. La Riksbank suggère qu'elle pourrait encore baisser son taux directeur: «les prévisions concernant le taux directeur laissent entrevoir la possibilité d'une nouvelle réduction cette année», écrit-elle. La décision de baisser les taux était attendue par les économistes, en raison du ralentissement économique. «Le message de la Riksbank est largement conforme aux attentes», écrivent les économistes de la banque Nordea. «Selon nous, la reprise économique va se poursuivre, ce qui va réduire la nécessité de nouvelles baisses de taux», estime-t-elle cependant.

ROYAUME-UNI

Léger ralentissement de l'inflation en mai, à 3,4% sur un an

L'inflation a légèrement ralenti en mai au Royaume-Uni, à 3,4% sur un an contre 3,5% en avril, mois où elle avait bondi à cause de l'augmentation annuelle des factures des ménages, a annoncé mercredi l'Office national des statistiques (ONS). Ce léger repli ne devrait pas infléchir la décision attendue jeudi de la Banque d'Angleterre, qui devrait maintenir ses taux inchangés, selon les analystes. «Les tensions géopolitiques accrues ajoutent de l'incertitude aux perspectives d'inflation au Royaume-Uni» et

«il est peu probable que la réunion de demain entraîne une modification de l'approche prudente du comité de politique monétaire», estime Yael Selfin, économiste en chef chez KPMG UK. Israël a frappé l'Iran pour la sixième nuit consécutive mercredi, quelques heures après que Donald Trump a durci le ton en appelant à une «capitulation sans conditions» de Téhéran, alimentant les craintes d'un conflit prolongé. «Les prix de l'énergie sont devenus un risque majeur pour les perspectives d'inflation avec l'escalade

au Moyen-Orient», insiste l'analyse, soulignant que les prix du pétrole ont augmenté de plus de 13% depuis le début de la semaine passée. Le «potentiel d'aggravation de l'inflation liée à l'énergie signifie que les décideurs politiques hésiteront à réduire les taux trop tôt», abonde Richard Carter, analyste chez Quilter Cheviot. Il n'exclut pas un statu quo également en août si l'inflation devait s'avérer tenace. «Pour les investisseurs comme pour les ménages, cette période nous rappelle que nous ne sommes pas en-

core sortis de l'auberge», souligne-t-il. Selon Richard Heys, chef économiste par intérim à l'ONS, la stabilité observée entre avril et mai s'explique par «divers mouvements de prix qui se sont contrebalancés». Les tarifs aériens ont reculé, tout comme les prix des carburants. Mais «ces baisses ont été partiellement compensées par l'augmentation des prix des denrées alimentaires, en particulier des chocolats et des produits à base de viande» ainsi que du mobilier et des articles ménagers.

Peut-on encore faire confiance aux plateformes de cryptomonnaies en 2025 ?

La cryptomonnaie a connu de nombreux scandales au fil des années, scandales qui ont pu échauder ceux qui aimeraient pouvoir essayer l'aventure. Mais s'il existe toujours des risques, eToro veut prouver qu'il est possible de se lancer dans ce type d'investissement.



La cryptomonnaie est aujourd'hui aussi fameuse pour les gains incroyables que certains ont pu générer que par les divers scandales qui ont émaillé la croissance du secteur. De l'affaire Mt.Gox en 2014 au scandale de l'effondrement de FTX, sans compter plus récemment encore les projets douteux tels que le \$LIBRA, soutenu brièvement par le président de l'Argentine, Javier Milei, il peut être difficile pour l'investisseur potentiel d'accorder de la confiance aux acteurs du milieu. Pour autant, une plateforme comme celle d'eToro, spécialiste du trading social de plus en plus investi dans les cryptomonnaies, veut proposer une portée d'entrée sûre à ceux qui voudraient se lancer.

Un acteur régulé et reconnu au niveau international

Précurseur sur la scène crypto dès 2013, eToro a choisi très tôt la voie de la régulation, ce qui lui a permis d'être agréée par de nombreuses autorités de régulation à travers la planète. La société est aujourd'hui réglementée, entre autres, par la FCA (Financial Conduct Authority) au Royaume-Uni, l'ASIC (Australian Securities & Investments Commission) en Australie, ainsi que par la SEC (Securities and Exchange Commission) aux États-Unis. En Europe, eToro est enregistrée auprès de plusieurs régulateurs nationaux, et notamment en France, où elle a obtenu le statut de prestataire de services d'actifs numériques (DASP) auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Enfin, en février 2025,

eToro est devenu l'un des tout premiers prestataires à obtenir la licence MiCA, l'autorisant à déployer ses services crypto dans l'ensemble de l'Union européenne, ainsi qu'en Islande, au Liechtenstein et en Norvège. Cet agrément garantit aux utilisateurs un cadre harmonisé en matière de protection des fonds, de lutte contre le blanchiment et de transparence tarifaire.

Une sécurité et une transparence pensée pour les utilisateurs

La conformité ne suffit pas : il faut aussi l'adosser à une infrastructure robuste. Ainsi, signe de la qualité des efforts consentis, eToro a décroché en mai 2024 la certification SOC 2 Type II, qui examine plus de 200 contrôles relatifs à la confidentialité et à l'intégrité et la disponibilité des données. Le système de sécurité relatif aux crypto-actifs bénéficie lui d'une « solution de garde en chambre à froid qui combine l'accessibilité d'un hot wallet avec la sécurité d'un cold wallet. [Un] mécanisme unique [qui] a été testé dans le cadre d'un programme de primes de 250 000 dollars ». La plateforme est aussi dotée d'un système de détection précoce des fraudes, qui permet de signaler rapidement un comportement ou une transaction suspects aux équipes en charge du suivi, afin de leur permettre d'intervenir au plus vite. Par ailleurs, les transactions suspectes sont scrutées en temps réel grâce au logiciel KYT (Know Your Transaction) de Chainalysis, capable de sonner l'alerte en cas de mouvements liés à des adresses sanctionnées ou au dark web.

eToro, une plateforme adaptée à tous les profils d'investisseurs

La plateforme de d'eToro a été pensée pour pouvoir satisfaire un large champ d'utilisateurs allant du néophyte au trader chevronné. Le tableau de bord permet ainsi d'accéder en un clin d'œil aux performances, à l'exposition sectorielle et au niveau de risque. Les flux d'actualités filtrés par actif, les indicateurs TradingView intégrés et les alertes de prix permettent de rester informé sans se noyer dans les données. Pour accompagner le nouvel entrant, eToro a aussi pour particularité de proposer un compte démo gratuit doté de 100 000 dollars virtuels. En utilisant ces jetons pour effectuer des transactions en lien avec les données réelles du marché, l'utilisateur s'habitue à l'activité de trading, ainsi qu'à l'interface de la plateforme.

Un modèle basé sur la pédagogie et la performance

Toujours dans cette idée de tenir la main au nouveau venu, et de l'aider à améliorer ses capacités, eToro propose un système dit de copy trading. L'utilisateur peut ainsi accéder aux transactions des meilleurs traders, dans l'optique « d'apprendre en faisant ». La plateforme fait en effet en sorte que l'observation se transforme en apprentissage actif : on peut ainsi interroger les traders copiés, analyser leurs décisions et ajuster son exposition en temps réel. Une fois cette phrase d'apprentissage passée, ceux intéressés par

l'investissement dans la cryptomonnaie pourront trouver leur bonheur avec la masse de crypto-actifs accessibles à l'achat. À cette heure, plus d'une centaine d'entre elles sont disponibles sur eToro.

La confiance des utilisateurs reste forte en 2025

L'état financier d'eToro est aussi un aspect qui rassure, quand on se souvient des scandales financiers qui ont touché un certain nombre de plateformes. La plateforme de trading est ainsi entrée en bourse au Nasdaq, le 14 mai dernier, et a même dépassé les attentes de sa direction, l'opération ayant permis de lever 620 millions de dollars – ce qui a porté sa valorisation à 4,2 milliards de dollars. Preuve de la solidité de l'entreprise aujourd'hui, eToro affichait en 2024 3,5 millions de comptes financés sur un total de 38 millions d'inscriptions, avec une adoption de la plateforme dans près de 75 pays de la planète. Ces chiffres montrent à quel point la croissance du spécialiste du trading est élevée ces dernières années, eToro comptant trois ans plus tôt, en 2021, 20 millions d'inscriptions.

Une communauté active et rassurante

eToro, plateforme dite de trading social, peut compter sur son aspect particulier, qui est celui de construire une communauté pour le trading, au lieu de laisser l'utilisateur seul face à décisions. La plateforme offre ainsi un espace interactif où les investisseurs peuvent partager des analyses, commenter les tendances du marché et suivre les stratégies d'autres traders. Une dimension sociale qui est renforcée par des fonctionnalités telles que le fil d'actualités, les commentaires sur les actifs et les profils publics des investisseurs, autant d'options destinées à renforcer l'échange d'idées et la transparence.

Que faire en 2025 ?

En 2025, la question n'est plus de savoir s'il faut renoncer aux plateformes crypto, mais de choisir celles qui méritent notre confiance. Avec un ancrage réglementaire solide, une infrastructure utilisant les meilleurs outils de sécurité, et une philosophie tournée vers la pédagogie collaborative, eToro illustre la maturation du secteur, jadis beaucoup interlope. Dans un univers où la promesse d'indépendance financière s'accompagne parfois d'opacité, le courtier fait le pari inverse : se rendre plus transparent en tant qu'entreprise cotée en bourse, encadrer ses pratiques et former ses utilisateurs.

La future petite citadine électrique de Honda devra faire oublier le flop de la «e»

Honda profitera du Festival of Speed de Goodwood cet été pour faire rouler son prototype électrique annonçant une future petite citadine de segment A. Encore camouflé, il se montre dans un premier cliché qui permet de dévoiler ses formes cubiques et bodybuildées.

En avril dernier, Honda profitait du Grand Prix du Japon 2025 pour mettre Max Verstappen au volant de celui qui s'annonce comme son futur SUV électrique, le Honda 0. Un prototype encore camouflé mais qui laisse largement voir ses formes pour le moins spéciales, hésitant entre le SUV, le coupé et le break. La stratégie de communication a sans doute été payante puisque la firme nipponne en remet une couche mais désormais avec un concept totalement inédit : une citadine de segment A. Là aussi camouflée, sans pour autant chercher à nous tromper sur ses lignes générales, voici la Honda Super EV Concept qui permettra à la marque de revenir sur le marché des citadines en Europe.

Essayer de faire oublier la Honda e...

Des formes cubiques. Un capot plat et haut surplombant des phares ronds (à peine coupés sur le haut façon Jeep Renegade). Un hayon vertical à l'arrière. Et des ailes élargies pour l'asseoir visuellement. Il faut bien avouer que ce concept Super EV de Honda a de l'allure. Un look de kei car qui devrait plaire par chez nous, surtout si l'on se fie au succès actuel du Hyundai Instar auquel ce futur concurrent peut faire penser. Avec de telles formes, on put imaginer que le modèle de série qui en découlera, en dépit de dimensions contenues, sera particulièrement habitable.



Ce qui manquait cruellement à la mignonne Honda e, qui offrait un coffre minuscule. Honda a visiblement appris de ses erreurs ! On note quand même un point commun entre l'ancienne et la futur citadine nipponne : la trappe à l'avant pour la recharge, non plus sur le capot, mais dans la calandre.

... et la concurrence !

On ne sait rien encore de cette future Honda Super EV, ni sur sa puissance potentielle, ni sur l'autonomie visée. Mais sur ce dernier point, il paraît crucial de faire là aussi oublier la Honda e qui ne dépassait guère 222 km. Suffisant au quotidien quand on peut se recharger chez soi. Trop peu pour voyager ou espérer attirer des clients encore frileux sur les voitures à batteries. Et puis si la Honda e



était la première sur le segment, la future citadine électrique de Honda arrivera sur un marché de plus en plus concurrentiel : Hyundai Instar on l'a dit, mais

aussi Fiat 500e, Dacia Spring et autres Leapmotor T03. Sans oublier les prochaines Renault Twingo E-Tech pour 2026, et Volkswagen ID.1 en 2027... En

attendant, cette Honda Super EV Concept testera la réaction du public au Festival of Speed de Goodwood dès le 10 juillet prochain.

VENTES RECORDS DE VOITURES ÉLECTRIQUES EN CHINE

Miracle industriel ou mirage statistique ?

La Chine vient de franchir un seuil symbolique : un million de voitures électriques vendues en un mois. Mais alors que Pékin se félicite de ce dynamisme, le Parti communiste dénonce dans le même temps des ventes "tactiques" qui faussent les chiffres. La réussite chinoise serait-elle en partie truquée ? Sans surprise, la Chine domine désormais le marché mondial des véhicules électriques. En mai, le pays a franchi une étape majeure : plus d'un million de voitures électriques vendues en un seul mois, selon l'ICCT (International Council on Clean Transportation). Cela représente plus de la moitié des ventes mondiales de véhicules zéro émission. Évidemment, les marques chinoises trustent les premières places : Geely, SAIC, Chery, GAC et surtout BYD, qui devance Tesla sur le segment des véhicules 100 % électriques, avec une croissance de 25 % sur un

an. L'ambition est claire : prendre une longueur d'avance technologique et industrielle. De quoi envoyer un message clair à l'Occident sur l'avance prise par la Chine sur l'électrique.

Des chiffres gonflés, et ça ne plaît pas à Pékin

Mais cette euphorie affichée contraste avec la mise en garde récente du Parti communiste chinois. Le 10 juin, le People's Daily, organe officiel du régime, a dénoncé les "voitures d'occasion zéro kilomètre", c'est-à-dire des véhicules neufs immatriculés à la hâte puis revendus immédiatement comme véhicules d'occasion pour gonfler artificiellement les chiffres de ventes. Une pratique courante, notamment chez les constructeurs de véhicules électriques, utilisée pour écouler des stocks, simuler la demande, ou bé-



néficier de primes. On parle aussi de ventes tactiques. Dans le journal, c'est la "course au volume" qui est directement pointée du doigt, accusée d'être nuisible à l'innovation, à la qualité des produits, et destructrice

de valeur sur le long terme. D'où un appel à une réglementation stricte, avec traçabilité complète du cycle de vie des véhicules et un encadrement des pratiques d'immatriculation suivie de revente.

Course à la performance ou illusion collective ?

À la lumière de ces deux phénomènes, on peut donc douter en partie des chiffres publiés par les constructeurs chinois qui font face à une contradiction : pour tenir la cadence industrielle et politique fixée par Pékin, ils doivent battre des records — même si cela signifie truffer les règles du jeu. Ces ventes tactiques créent une illusion de succès, perturbent le marché du neuf comme de l'occasion, et dégradent la confiance des investisseurs et des clients. Même si la réussite du modèle chinois en matière de voitures électriques n'est pas à remettre totalement en question, tant la montée en puissance technologique est réelle, ces pratiques interrogent sur la durabilité de la croissance et sur la fiabilité des données qui en découlent.

Mots fléchés

Fabuliste français		Résiliaient		Calcium		Apéritif		Ville du Nevada		Chemisiers		Raclées	
Dramaturge français		Messagers		Repasé				Entrée vietnamienne					
										Arme rudimen-taire		Fanée	
Prénom féminin					Fatigué	Goupils							
Ordres de mammifères						Petit chemin							
							Mammifères marins						
Éveillé							Cent un romain	Riposte	Boisson du petit déjeuner				
Estima													
				Sépia						Opposé à la force			
				Suite d'étoiles						Remplace le RMI			
Friche		Instruis							Roues à gorge				
		Chaine publique italienne							Méat urinaire				
							Pareil-lement						Empestes
							Mis hors de combat						
Admirateur				Bon sens		Jaunit					Petite classe		
Grosse tumeur au cou													
						Indien d'Amérique				Tombé			
										Exister			
Mammifère marin		Argon	Capitale du Maroc		Mal d'oreilles						Id Est		
					Bains						Arbres		
						Fleuve français	Plantes herbacées						
Aplanis							Énergie					Comprimeras	Pour relier
Distance chinoise							Derrière						
		Gadoues						Bison d'Europe	Maison italienne Lettre grecque				
Leste		Soucieux								Préfecture de la Loire-Atlantique	Astate		
		Pentes d'in montagne									Donne un bon duvet		
				Produira	Trous de nez								Annonce la spécialité
Partie latérale de la tête	Points cardinaux opposés		Arbre						Bien être				
			Grand-père						Protection (prendre sous son)				
					Beau perroquet	Voile triangulaire		Chaine de montagnes sud-américaine					
								Solution					
Exécutas							Évoquer						Indium
							Troisième personne du singulier						
Socle	Disperserai												
					Aériennes						Éta		

PÉTROLE

Le Brent à plus de 75,4 dollars

Les cours du pétrole baissaient légèrement mercredi, effaçant une partie de la hausse enregistrée mardi, tandis que le gaz européen poursuit sa hausse. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 1,29% à 75,46 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, tombait de 1,26% à 73,90 dollars. Le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne du gaz naturel, prenait environ 0,5% à 39,50 euros le mégawattheure (MWh), après avoir dépassé les 40 euros en séance.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 19 juin 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

MONNAIES

Léger recul du dollar

Le dollar relâche mercredi une partie des gains acquis, à quelques heures d'un probable statu quo de la Réserve fédérale (Fed). La devise américaine reculait de 0,19% face à l'euro, à 1,1502 dollar, et de 0,24% à la livre, à 1,3462 dollar. Le dollar "continue de conserver un certain statut de valeur refuge", selon des analystes. A l'issue d'une réunion de deux jours, la banque centrale américaine devrait laisser ses taux d'intérêt inchangés pour la quatrième fois de suite mercredi, dans une fourchette entre 4,25% et 4,50%. La Fed devrait miser sur la prudence face au terrain glissant des droits de douane et des crises géopolitiques.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Mme Mousserati prend part à Vienne à deux sessions sur la mise en œuvre de la CNUCC

La présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), Salima Mousserati prendra part à Vienne (Autriche) aux travaux des deux sessions sur la mise en œuvre de la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC), a indiqué, mardi, un communiqué de l'instance. Mme Salima Mousserati "participera avec la délégation l'accompagnant, aux travaux de la 16e session du groupe chargé de la présentation de la mise en œuvre de la CNUCC et de la 16e session du Groupe de lutte contre la corruption qui se tient au siège de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) à Vienne du 16 au 20 juin", ajoute le communiqué. La délégation participant aux travaux de cette session est composée de cadres de la HATPLC et du ministère de la Justice, ainsi que de représentants de la mission diplomatique permanente à Vienne.

ANP

Arrestation de neuf éléments de soutien aux groupes terroristes en une semaine

Neuf (9) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), dans différentes opérations, à travers le territoire national, entre le 11 et le 17 juin, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP.

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 11 au 17 juin 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanentes de nos Forces armées à travers l'ensemble du territoire national", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, "des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté 9 éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national", note le communiqué.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, 50 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 3 quintaux et 41 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 91 kilogrammes de cocaïne et d'importantes quantités de comprimés psychotropes s'élevant à 1453577 comprimés ont été saisis, lors d'opérations menées à travers les Régions militaires".

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam et In Salah, des détachements de l'ANP "ont arrêté 216 individus et saisi 42 véhicules, 143 groupes électrogènes, 84 mar-

teaux-piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres, d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illécite", ajoute la même source.

De même, "14 autres individus ont été arrêtés et un (1) fusil mitrailleur, un (1) fusil à lunette, un (1) fusil de chasse, ainsi que 24610 litres de carburants, 9 quintaux de tabacs et 5 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, lors de différentes opérations".

Par ailleurs, les Garde-côtes "ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 102 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 908 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le communiqué du MDN.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Les BRICS+ à l'épreuve de la guerre Iran-Israël

La planète entière est prise en otage par un criminel de Guerre, de surcroit génocidaire à Gaza.

Est-il nécessaire de rappeler ici que cette Guerre constitue, sans doute, la plus grave crise internationale depuis la seconde Guerre mondiale. Elle est grave par la sophistication des armes utilisées et leur capacité destructrice. Elle est aussi inédite dans le sens où les protagonistes sont distants de plus de 1500 Kms. Les deux pays ne sont ni frontaliers pour avoir un différend, ni ayant des antécédents historiques. A tous points de vue, c'est une guerre provoquée par Israël et pour Israël. Depuis 1948, avec l'implantation d'un virus au Moyen orient, la région n'a pas connu de tranquillité. Si le peuple palestinien paie le plus grand tribut, les autres peuples et jusqu'au Maghreb en subissent les conséquences. Israël au cœur du Moyen Orient est un Cancer qui n'est pas prêt pour être guéri. Loin de nous l'idée de défendre le régime de Téhéran (qui reste une affaire interne aux iraniens), mais l'Iran défend la Palestine historique de manière continue et soutenue. En face, l'empire du mal défend une création artificielle d'un Etat fantoche, raciste et suprémaciste pour contrôler toute la région. Il ne s'agit en aucun cas d'un conflit religieux. Il n'est pas étonnant donc que Washington soit à fond dans la bataille. C'est désormais la guerre des grands enjeux pour un renouvellement de la géopolitique tracée dans l'après-guerre.

« L'attaque dévastatrice contre l'Iran par l'ethno-suprémaciste psychopathologique et génocidaire « élu » installé à Tel-Aviv – une déclaration de guerre de facto – a été coordonnée en détail avec le président des États-Unis, le chef de cirque Donald Trump. » (Pepe Escobar, 13 juin 2025, Réédité par Strategic Culture Foundation.

Le parrain du Monde occidental, le narcissique Trump jubile : « L'Iran doit conclure un accord, avant qu'il ne reste plus rien, et sauver ce qu'on appelait autrefois l'Empire iranien. » (C'est plutôt l'empire perse). Le chef de guerre est plutôt le Clown de WASHINGTON.

Au-delà des motifs déclarés qui justifient l'agression israélienne sur l'Iran (existence d'Israël et son droit à l'autodéfense, sic !!!), les objectifs sont encore plus importants sur le plan économique. Le conflit pourrait être aussi celui entre le Nord et le Sud, ou encore l'Occident et le Sud global, et in fine « Une guerre préventive contre les BRICS. ». L'enjeu pour l'avenir des BRICS est très important. L'Iran, membre des BRICS et fournisseur majeur de la Chine en pétrole et lié à la Russie par un accord stratégique représente beaucoup dans le conflit Occident-Sud.

« Le prix à payer maintenant, pour l'Iran, sera donc encore plus insupportable. Téhéran ripostera – à condition que ses capacités soient encore en place. Dans ce cas, son industrie pétrolière risque d'être détruite. La question reste ouverte de savoir si deux autres membres importants des BRICS, la Russie et la Chine, aux côtés de l'Iran, laisseront faire, pour des raisons différentes. » (Pepe Escobar). L'autre membre influent des BRICS (représentant du Sud global), et régulièrement invité depuis 2019 par le G7, l'Inde, doit assumer sa délicate position vis-à-vis du conflit. Un allié d'Israël pour contrecarrer son ennemi de tous jours le Pakistan, qui, lui s'est rangé du côté de l'Iran. Un allié de la Russie, mais en différend avec la Chine. Le Brésil, l'autre représentant du Sud Global dans les BRICS n'a pas encore affiché sa position. De l'autre bord, les alliances et les soutiens à Israël sont plus nets. Le G7 en réunion au Canada, depuis le 15 juin, a exprimé sa position dans un communiqué de soutien à Israël pour son droit à son autodéfense et exigeant de l'Iran de baisser la tension dans la Guerre. Parallèlement, les Etats membres du G7 se sont exprimés sé-

parément ou collectivement (Allemagne, France, Grande Bretagne, Japon) pour exiger de l'Iran de ne pas attaquer Israël, rien que ça. Seule consolation pour l'Iran, la signature d'un communiqué commun par 20 pays arabes et musulmans condamnant l'agression d'Israël contre l'Iran.

L'attaque contre l'Iran, pleinement approuvée par l'Empire du Chaos, est avant tout une attaque préventive contre le cœur énergétique des BRICS. Elle s'inscrit dans le cadre de la guerre impériale contre les BRICS, et en particulier contre la Russie et la Chine. Moscou et Pékin doivent en tirer les conséquences en temps réel.

L'Iran, la Chine et la Russie sont liés par des partenariats stratégiques interdépendants.

La guerre Iran-Israël va au-delà d'un conflit bilatéral, elle doit être vue comme une réponse à toutes les alliances nouées ces dernières années par les pays du Sud Global, à commencer par les BRICS+ et à ce qui se passe en Euro-Asie et dans le Pacifique. C'est réellement la recomposition du Monde. Au Nord et en Occident, les alliances sont solides, au Grand Sud, les acteurs sont soit en conflits entre eux, soit trop articulés à des pays de l'Occident, l'Inde en est la parfaite illustration. L'éventuel blocus du détroit d'Ormuz (30% du pétrole y transite) par l'Iran poussera à une plus grande radicalisation. L'avenir des BRICS+ dépendra grandement de l'issue de cette guerre, alors que la recomposition des alliances économiques se fera aussi en fonction des impacts de celle-ci sur le reste des économies. Le monde arabe, comme le monde musulman (moins singularisé) perdront leurs essence quelle qu'en soit l'issue.

La distance de l'Algérie vis-à-vis de ces conglomérats serait un atout dans le cadre de la nouvelle recomposition économique du Monde.